

J'irai cracher sur vos masques.

« Cette suspension du temps soumise à une normalité sous contrainte sanitaire donne envie de cracher sur les masques qui couvrent les visages, sur la distanciation sociale qu'ils maintiennent. Non pas de cracher sur les objets qui permettent de se prémunir légitimement de la maladie, mais sur le rapport social et humain dont ils sont les symboles omniprésents, de la rue au travail, et dont la crise sanitaire a révélé l'emprise profonde dans nos imaginaires ; de cracher pour se révolter contre notre dépossession effective face aux maladies que ce monde participe sinon à créer, au moins à propager ; de cracher sur les masques que l'Etat impose de porter sous peine de sanctions dans certains endroits ou refuse de fournir à d'autres, sur cette traçabilité que la soumission à l'ordre médical tente de justifier, sur ces prises de température imposées dans certains établissements, sur les brigades sanitaires et leur traque des malades, bref sur cette vie sous contrainte sanitaire que l'épidémie est venue légitimer. (...) »

La période que nous venons de vivre nécessite de repenser toute intervention révolutionnaire, de comprendre les modifications significatives qui sont en jeu dans l'époque, de saisir comment de nouveaux mécanismes d'autorité se combinent à des mécanismes plus anciens pour forger un monde où les raffinements de la domination et de l'exploitation se densifient encore, gagnent encore davantage de terrain. »



Contraintes sanitaires et soumission durable
au temps de l'épidémie de Covid-19.

et de l'exploitation se densifient encore, gagnent encore davantage de terrain.

Pour ce faire, nous pouvons puiser dans notre vieille critique de l'autorité, notamment de l'autorité scientifique et médicale, et dans notre refus de nous soumettre à toute domination, fût-elle exercée au nom de la vie et par des êtres qui ont troqué les uniformes pour des blouses blanches.



SI QUELQUES BATTEMENTS D'AILES de chauves souris croisant fortuitement quelques pangolins d'élevages à Wuhan suffisent à faire vaciller ce vieux monde dans une claustration radicale, pourquoi ne serions nous pas nous-mêmes, aussi frêles soyons nous, en mesure à notre tour de le faire tomber ? Il suffit parfois d'un rien, que rien n'annonce pourtant, pour qu'un monde ayant basculé dans les affres de l'absurdité et de l'enfermement balance, sous l'effet de vents contraires, vers la *liberté* •

• Un rétif,
Juin 2020.



Avant-propos,

J'IRAI CRACHER SUR VOS MASQUES est paru en juillet 2020 dans le bulletin anarchiste *Soleil Noir*. Écrit quelques semaines plus tôt, il répondait à un besoin impérieux de mettre des mots sur la rage qui m'habitait face à ce que je vivais déjà, toute proportion gardée, comme une « incarcération ». Il a les défauts qu'ont la plupart des textes écrits à chaud, mais malgré ses manques, ses approximations, il semble que ce je pense essentiel soit dit et que son sens profond réponde toujours à ce que j'analyse de la situation, de ce qu'elle produit et de ce qu'elle m'apparaît nécessiter pour tout révolutionnaire ou révolté comme réflexion et action.

Son titre gentiment provocateur, soufflé lors d'une soirée éthylique de confinement par une amie inspirée, ambitionnait de rendre hommage au « *J'irai cracher sur vos tombes* » de Vian/Sullivan, et à répondre aux injonctions culpabilisantes administrées aussi bien par les autorités que par quelques proches ; il provoqua malheureusement une confusion, celle de réduire l'essentiel de l'analyse à la critique du port du masque.

Certains lui ont alors prêté des inspirations complotistes, ou une volonté de nier les effets de l'épidémie. D'autres l'ont pris comme une leçon de morale, insufflant une contre-culpabilité à ceux et celles qui souhaitaient suivre scrupuleusement une bonne partie des recommandations sanitaires des autorités ou comme une volonté d'imposer des contre-normes comme celle de refuser le port du masque.

Il n'a pourtant jamais été question de cela, mais juste de tenter une analyse à chaud de la gestion de crise qui s'est imposée avec une brutalité inouïe depuis mars dernier et a fini par fabriquer de nouvelles

conditions de vie que l'on peut qualifier avec le texte de « vie sous contrainte sanitaire » dont l'obligation du port du masque n'est qu'une des manifestations.

La crise du Coronavirus que la planète a pris de plein fouet a précipité cet avènement. Loin de protéger nos vies, les mesures que les Etats ont rapidement prises ont visé à préserver l'économie et leurs propres intérêts. Dès ce moment, les autorités n'ont fait qu'administrer statistiquement et prédictivement, à base de rapports coût/bénéfice, la ressource et la force de travail que nous sommes ; et nous ont dépossédé jusque dans les aspects le plus intimes de nos vies de toute possibilité de prendre nos propres décisions. Nous sommes depuis devenus, encore plus qu'à l'accoutumée, les spectateurs interdits d'un monde qui nous échappe.

C'est bien une nouvelle fois la séparation active qui domine cette époque, nous intimant de renoncer à toute autonomie, offrant l'occasion à l'Etat dans sa double dimension sociale et répressive de s'immiscer encore davantage dans nos vies. Comme nous sommes séparés de ce que l'on produit par le travail, de ce que l'on consomme dans le temps libre, nous voici dépossédés de nos conditions même de survie immédiates.

— C'est pour cette raison que tout ce qui nous environne nous est encore
4 plus qu'hier devenu étranger : villes, campagnes se transforment en im-
— menses dortoirs sous contrôle, avec leurs attestations dérogatoires de déplacement, leurs horaires de couvre-feu.

Au nom de la santé et de la vie, et adossées aux autorités médicales et scientifiques, se sont dessinées les conditions d'une nouvelle soumission durable : traçabilité du cheptel humain, extension des techniques de management à l'éthique de la responsabilité individuelle, développement de l'emprise numérique, mise sous contrôle des déplacements et des mesures de protection individuelles, perfectionnement de nouvelles techniques de management au travail, durcissement des conditions de travail, réduction drastique des libertés les plus élémentaires...

Après quelques mois de ce qui a ressemblé à une « libération conditionnelle », s'est remis en place un second confinement révélant une nouvelle fois et sans surprise que la survie de l'économie importe plus à nos dirigeants que la vie humaine. Au métro, boulot, confinement/déconfinement succède le métro, boulot, couvre-feu, puis de nouveau le temps du métro, boulot, confinement, enfin viendra de nouveau le moment du métro, boulot déconfinement ; mais toujours la priorité de nos gestionnaires de pandémies reste de sauver l'économie d'un choc pandémique. En clair, que nous renoncions à vivre pour éviter la maladie,

est donc encore possible d'interrompre et de porter atteinte à ce monde, notamment en touchant ces infrastructures.

Ne nous leurrions pas pour autant, contrairement à ce qu'ont pu laisser croire les *théologiens de l'insurrection qui vient*, ce monde ne tient pas que par ses infrastructures. Le moment que nous venons de traverser l'a une nouvelle fois souligné, il tient sa solidité du tissu de relations de dominations et de soumissions qu'il réussit, non sans soubresauts et résistances, à entretenir. Comme le signifiait Kropotkine, « on ne détruit pas un édifice fondé sur des siècles d'histoire avec quelques kilos de dynamite », même si la destruction matérielle peut être sacrament utile à un mouvement de révolte, et nécessaire à toute perspective révolutionnaire.

C'est bien la volonté de tisser un ensemble de relations subversives, visant elles-mêmes à attaquer l'existant dans sa réalité matérielle, mais également dans ses réseaux de relations, qui doit continuer de guider nos perspectives révolutionnaires.

Ne nous leurrions pas également, le pouvoir protégera ces infrastructures. Ce qui est vulnérable aujourd'hui le sera sans doute moins demain, et aucune volonté individuelle, ni aucun groupe d'affinité ne sera jamais en mesure de remplacer un mouvement généralisé. Mais ce que ces événements remettent au goût du jour, c'est que le sabotage et la destruction restent des armes d'une haute portée subversive.

Le mouvement des gilets jaunes avait déjà été marqué par le retour du sabotage et de la destruction. Des péages, des préfectures, des hôtels des impôts avaient été incendiés, des centres commerciaux bloqués. Mais le mouvement avait également été marqué par son incapacité à généraliser le conflit et à propager la grève. Les luttes qui ne manqueront sans doute pas d'éclater dans les temps qui viennent nous contraindront d'autant plus à régénérer nos modes opératoires que les conditions qui entouraient les vieux mouvements sociaux sont aujourd'hui caduques, et que les outils de contrôle et de domination des populations n'ont eu de cesse de se perfectionner.

La période que nous venons de vivre nécessite de repenser toute intervention révolutionnaire, de comprendre les modifications significatives qui sont en jeu dans l'époque, de saisir comment de nouveaux mécanismes d'autorité se combinent à des mécanismes plus anciens pour forger un monde où les raffinements de la domination

ou peu venues du « milieu radical », mais bel et bien de ceux et celles que ce grand confinement vient mettre encore plus qu'hier à mal. Ce que le confinement et l'administration de la contrainte sanitaire sont venus confirmer, c'est leurs caractères profondément inégalitaires et carcéraux, comment ils ne faisaient qu'opérer un tri entre les personnes à exposer et celles à isoler, selon les critères déjà bien trop connus de la domination et de l'exploitation.

C'est avec ces révoltes, ici et maintenant et non en attendant les calendes grecques du jour d'après, et avec toutes les contradictions qu'elles ne manqueront pas de fabriquer, qu'il est primordial aujourd'hui d'entretenir des affinités.

Par ailleurs, si cette période épidémique a accéléré et légitimé le recours à de nouveaux modes de production, outils de contrôles et raffinements technologiques, elle a également rendue manifestes certaines de ses vulnérabilités. En même temps que ces évolutions rendent sur bien des aspects les possibilités de nous organiser et de nous approprier la lutte plus complexes, elles révèlent ou accentuent également de nouvelles fragilités.

Il suffit par exemple d'une disquette ou de produits incendiaires pour attaquer des nœuds névralgiques d'un monde sous confinement ou d'une société où le télétravail s'est généralisé. Le 5 mai dernier, une partie du Val de Marne se réveillait dépourvue d'accès à Internet. En une vingtaine de lieux, des câbles de fibre optique ont été sectionnés à la disquette, occasionnant la mise à l'arrêt de Data Center, de la connexion d'un commissariat, mais également du site de paris en ligne WINAMAX. Il faudra plusieurs jours aux techniciens d'Orange et d'autres opérateurs pour rétablir la connexion.

Depuis plusieurs semaines, c'est également le réseau 5G en cours d'installation sur l'ensemble du territoire qui est régulièrement attaqué, laissant libre court aux journaux pour nous refaire le coup de la nébuleuse d'ultra-gauche ou des terroristes anarcho-autonomes, et de préparer la répression qu'ils ne manquent jamais, comme des vautours, d'annoncer.

Ce monde hyper-connecté, que la vie sous contrainte sanitaire n'a fait que rendre encore plus pesant, est fait d'infrastructures, de réseaux fragiles et encore vulnérables. En même temps qu'il rend plus difficile la possibilité d'organiser une grève dans une boîte ou une grève de masse, le télétravail nécessite ces infrastructures. Il

l'absentéisme et assurer la reproduction de notre force de travail. Ce que le confinement comme le couvre-feu réclament, c'est au nom de la sauvegarde de la vie biologique, notre soumission totale, durable, et de chaque instant, à la sécurisation de leurs intérêts économiques. Une fois de plus ce sont les plus précaires, les plus pauvres, ainsi que les plus rétifs et les plus rétives à ce meilleur des mondes sanitaires qui morflent, entassées dans les taules, les HP, les EHPAD les usines, les transports en communs, les barres d'immeuble ou les écoles. Sorti-e-s de là, c'est la répression qui exerce son office.

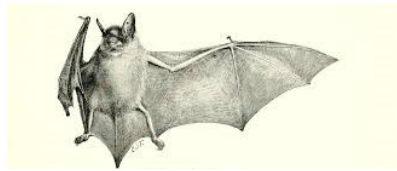
Bien évidemment, le pouvoir saisit l'occasion pour accélérer ces mauvais coups et préparer l'arsenal répressif capable de répondre à la crise sociale et économique qui produit ses premiers effets : loi sécurité globale, nouveau plan de construction de prisons, réforme de l'assurance chômage, etc.

Les mutations économiques annoncées sont également bien au rendez-vous. Les antennes 5G sortent de terre comme les champignons atomiques éclataient dans le désert du Sahara dans les années 60, annonçant l'accélération et la généralisation de nouvelles formes de travail et de management. Ce que le texte esquissait encore se précise de plus en plus : l'extension de cette même idéologie managériale à la préservation de notre santé collective. Nous voici transformés en petits managers de l'épidémie, poussés à mesurer les rapports coût-bénéfice de chacun de nos gestes, à accepter de mettre à distance nos proches, nos sentiments, à « autogérer » ce que les autorités nous autorise d'autogérer, notre bon fonctionnement et notre insertion dans la chaîne de production-consommation ; le principe de responsabilité devenant pour l'occasion principe de culpabilité. Comme dans les nouvelles logiques managériales faussement horizontales qui peuplent de plus en plus d'entreprises, et revenant aux sources même du management, il ne s'agit en rien de décider par soi même mais bel et bien de remplir des objectifs décidés par ailleurs, de maintenir le taux de profit. Ce qui se profile dans cette société de crises, c'est sans doute également l'approfondissement et la généralisation d'un système assurantiel libéral de crédit social et sanitaire.

A cette occasion, l'Etat comme le capital sont à nu, et finissent de révéler comment le capitalisme et la bourgeoisie conçoivent l'espèce humaine subalterne à laquelle nous appartenons, plèbe travailleuse ou armée de réserve, réduite aux besoins les plus élémentaires à la survie de l'économie : celui de consommer et de produire. Pour le reste, finis la culture, la sociabilité, les désirs, les modes de vie libres qu'il fallait pourtant sauver du terrorisme en 2015. Les dégâts psychologiques et humains

sont déjà considérables, et la colère gronde davantage qu'en mars-avril, pour autant la situation reste pour l'essentiel sous contrôle. Ce sont souvent les lignes de fuite qui prédominent : l'entraide, la solidarité, la débrouille plutôt que l'antagonisme.

Pour autant, comme le souligne déjà « J'ai cracher sur vos masques », la situation est loin d'être close : « (...) Cette crise, par son surcroît d'administration des vies et de domination, sa boulimie de contrôle, mais également par l'accentuation de l'exploitation et de la précarité qu'elle génère, suscite l'intensification de tensions parfois anciennes, parfois plus neuves, dont il est encore difficile de mesurer l'explosivité. » Rien ne dit que ces tensions qui semblent demeurer sous le radar du logiciel idéologique de la gauche gestionnaire et radicale ne forgent pas de nouvelles révoltes, et n'alimentent pas un goût retrouvé pour la liberté. Comme l'encourageait une affiche, signée de quelques ennemi-e-s du meilleur des mondes sanitaires, trouvée sur quelques murs : « Redevenons les amants et maîtresses de la liberté que nous n'aurions jamais du cesser d'être, et alimentons le feu qui couve peut-être sous la cendre. »



CETTE SECONDE PARUTION EN FORMAT BROCHURE vise à faciliter par un format plus court la circulation d'un texte qui malheureusement reste d'actualité. Elle permet de le compléter par ces quelques précisions et remarques, mais survole dans le même temps des angles parfois seulement abordés dans « J'irai cracher... », qui étaient approfondis par d'autres textes du bulletin : les luttes qui ont secoué les prisons et les centres de rétention, les actions directes menées par ces temps d'enfermement, des critiques anciennes et récentes de la science comme autorité, des exemples de raffinements de la contrainte sanitaire, des tracts et des affiches diffusées pendant les premiers mois du confinement... Je ne peux donc que vous conseiller de privilégier une lecture complète du bulletin.

Un rétif,
Décembre 2020.

tion des conditions de travail, et non pour remettre en cause l'exploitation et la domination dans leur essence même, cette époque épidémique ne manque pas de révoltes.

Dans certaines régions du monde, comme au Mexique, en Sicile, au Honduras ou Mozambique, où dominent une économie informelle et le travail illégal, l'épidémie a généré des formes de réappropriation par des pillages ponctuels de marchandise. Ce qui ne signifie pas que nous ayons pour le moment affaire à une vaste vague d'auto-réductions, comme dans l'Italie des années 70, ni qu'elles soient motivées par un même esprit antagonique, et le même désir furieux d'en finir avec ce vieux monde et ses désastres.

Mais cette crise, par son surcroît d'administration des vies et de domination, sa boulimie de contrôle, mais également par l'accentuation de l'exploitation et de la précarité qu'elle génère, suscite l'intensification de tensions parfois anciennes, parfois plus neuves, dont il est encore difficile de mesurer l'explosivité.

S'il n'existe pas, comme l'affirme la téléologie marxiste, de contradictions menant inéluctablement à la révolte, puis à la révolution, ni d'eschatologie messianique de l'insurrection comme le psalmodie le Comité Invisible, il existe bien des tensions qui rendent des situations plus propices à la révolte et à l'insurrection. L'époque n'en manque pas. Savoir si ces situations seront propices à un regain de liberté ou au contraire à une soumission plus forte et plus durable, c'est une toute autre histoire, mais une histoire ouverte.

Dans cette période, les confiné-e-s de toujours qui peuplent prisons et centres de rétention ont été les plus prompts à se révolter. Alors que le confinement signifiait pour eux et elles, la fin de tout contact avec l'extérieur, la généralisation de conditions de détention similaires à la mise à l'isolement, mais à 3 ou 4, voir plus par cellule, sans plus aucune activité, sans revenus, sans parloirs, avec une réduction drastique des promenades et des possibilités de rencontres et d'échanges, des conditions d'hygiène et de protection sanitaire réduites à néant, et l'enfermement dans de possibles incubateurs à Covid, nombre d'entre eux et elles ont gagné les toits, incendié leurs cellules, gueulé leur rage, et même pour quelques trop rares chanceux ou chanceuses réussi à se faire la belle.

Des prisons aux centres de rétention en passant par quelques révoltes spontanées contre les contrôles policiers, et quelques gestes d'insoumis-e-s, des révoltes n'ont cessé d'exploser. Elles ne sont pas

ment son cours. À la Grâce de dieu et à Hérouville-Saint-Clair, les refus de se soumettre à la contrainte sanitaire ont donné lieu à des descentes de la BAC et des contrôles réguliers des flics. Selon les quartiers, les zones géographiques, la promiscuité de la menace épidémique, la surcharge des services hospitaliers, ce sont parfois des réactions inverses qui ont eu lieu. Dans certains quartiers populaires parisiens, face à la forte menace épidémique, des tas de personnes ont bricolé leurs propres mesures de précaution.

En tout en France, c'est plus d'1 million d'amendes qui ont été balancées, le plus souvent à l'entière discrétion des flics, pour quelques 20 millions de contrôles. Mais partout, ce sont les conditions d'exercice de cette contrainte sanitaire qui ont fait émerger l'insoumission et la révolte.

Sur les lieux de travail, des formes de résistance se sont également manifestées pour dénoncer ou fuir des conditions de travail dégradées par l'état d'urgence, une sur-exposition à la menace épidémique. Difficile d'expliquer à ces millions de travailleurs et travailleuses prolétarisées, méprisé-e-s au quotidien, que la promiscuité sociale qui leur est interdite lorsqu'ils et elles sortent du turbin leur est vivement conseillée lorsqu'il s'agit de trimer pour que ce monde ne s'effondre pas et que quelques actionnaires continuent de toucher leur pognon.

Des grèves, des débrayages ont éclaté de manière minoritaire dans la grande distribution, la logistique, sur les chantiers navals de Saint-Nazaire. Mais c'est également de manière plus diffuse, par l'exercice du droit de retrait, les arrêts maladie ou l'absentéisme que cette résistance à la mise au travail sous contrainte sanitaire et économique s'est manifestée. Dans certains secteurs, comme le nettoyage, l'absentéisme est monté certains jours jusqu'à 40%.

Aux Etats-Unis, sauvages ou appelées par les syndicats, des grèves commencent à se multiplier. Au Bangladesh, des manifestations et des grèves ont éclaté dans le textile. Des manifestations contre la pauvreté et la faim ont été réprimées au Honduras. Au Liban comme au Chili, le confinement n'a pas réussi à endiguer les révoltes en cours.

Mais même si partout pour le moment c'est autour des conditions élémentaires de survie que les grèves s'organisent, que ce soit pour refuser la surexposition au virus ou pour s'opposer à la dégrada-

J'IRAI CRACHER SUR VOS MASQUES.

« Fort de la théorie et de l'expérience, j'ai le droit de soupçonner le premier venu d'être un porteur de germes. Vous, par exemple, absolument rien ne me prouve que vous n'en êtes pas un »

Knock, ou le triomphe de la médecine, Jules Romains, 1924.

« Les rapports de la science en général avec la nature et les hommes ne sont pas différents de ceux de la science des assurances en particulier avec la vie et la mort.

Il est sans importance de savoir qui meurt ; ce qui compte ce sont les rapports entre les différents cas et les obligations de la compagnie. Ce qui revient toujours dans la formule ce ne sont pas l'individualité, mais la loi du plus grand nombre »

La dialectique de la raison, Max Horkheimer, Théodor W. Adorno, 1944

« Les deux principaux traits de la mentalité progressiste à son époque triomphante, étaient la foi en la capacité de la science et de la technologie à maîtriser rationnellement la totalité des conditions de vie (naturelles et sociales), et la conviction que pour ce faire les individus devaient se plier à une discipline collective propre à assurer le bon fonctionnement de la machine sociale afin que la sécurité soit garantie à tous. On voit que ces traits, loin d'être effacés ou estompés, sont plus marqués encore dans ce progressisme honteux qu'est le catastrophisme. »

Jaime Semprun, René Riesel, Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable, 2008.



IL SUFFIT PARFOIS D'UN RIEN pour qu'un monde déjà inepte sombre encore plus radicalement dans les affres de l'absurdité. Il suffit juste qu'en Chine, dans la province du Hubei à *Wuhan* les battements d'ailes hasardeux de quelques chauve-souris croisent fortuitement le chemin de quelques pangolins d'élevage pour qu'une sorte *d'effet pangolin/chauve-souris* fasse vaciller soudain une bonne partie de la planète dans une claustration radicale.



DE LA MÉDECINE ET DES PANDÉMIES.

L'HISTOIRE DU CORONAVIRUS, sans doute né sur un marché de la ville de *Wuhan* en Chine, est aussi vieille que l'histoire de la majorité des pandémies qui l'ont précédé. Son apparition doit moins au hasard ou à l'ordre naturel des choses qu'à la répétition d'effets maintes fois entrevus. L'essor des principales maladies infectieuses et virales est étroitement lié à la promiscuité entre les humains, les bêtes d'élevage, les mammifères et les insectes proliférant dans leurs parages, promiscuité qui s'est développée à partir du néolithique et du passage des sociétés nomades de chasseurs-cueilleurs aux sociétés sédentaires agraires. Notre époque, malade de son industrialisation généralisée, de ses métropoles bondées et saturées d'émissions de produits chimiques, ne déroge pas à la règle. Les développements du capitalisme et de la société industrielle accélèrent même ces processus. Les particules fines qui pèsent comme un couvercle sur le devenir de nos cancers pourraient ainsi avoir joué un rôle d'accélérateur dans la propagation du virus. La déforestation de masse, la colonisation de plus en plus complète du monde par l'industrie et la marchandise, nos modes de vies, ont fini de fabriquer les *situations sociales* propices à l'expansion des épidémies.

Durant des siècles, religions, Etats et médecine ont cherché à endiguer ces menaces à partir de l'imaginaire dominant de leur époque. Au moyen-âge, les lépreux et lépreuses sont ainsi, après une série de diagnostics et de rites religieux, exclus du monde, et

S'il est important dans ces moments de crise d'organiser et propager l'entraide, de prendre soin les un-e-s des autres, la prépondérance de cette prise en soin sur l'analyse de la situation et l'action directe contre les formes d'autorité, d'exploitation et de domination, qui promettaient de se développer, aurait dû être primordiale pour ceux et celles qui entendent participer à bouleverser ce monde.

Cependant, aussi total soit son emprise, ce monde administré ne réussit pas à enrégimenter tout le monde. A cette demande de soumission répond une *résistance diffuse*, et à maintes occasions une *révolte* plus profonde et déterminée. L'appétit de contrôle du pouvoir que cette épidémie a suscité n'atteint pas forcément ce qu'il vise. Toutes ces autorités, aussi suivies qu'elles soient, sont regardées avec suspicion et critique. Les règles et les outils de contrôle sont souvent détournés ou évités, chacun et chacune fabriquant, aujourd'hui comme hier, son propre rapport à la médecine et au soin.

Chacun et chacune a joué avec les autorisations dérogatoires de déplacement pour se soustraire à la règle. Les autorités étaient dans l'impossibilité concrète d'appliquer totalement un suivi des déplacements. La traçabilité des malades que les brigades sanitaires sont censées organiser fait par ailleurs face à une résistance de ces derniers et dernières. Nombre d'entre eux et elles semblent refuser de retracer leur réseau de relations, pour des raisons sans doute surtout personnelles, mais pas moins légitimes que celles de se révolter. Quant à l'application Stop-Covid, elle est loin de trouver massivement preneur, et devient de fait inopérante. Les données récoltées ne devraient pas permettre d'affiner la gestion des prochaines crises sanitaires.

Même sous la menace de l'épidémie, le *goût de la liberté* reste bien vivant. La *tension* entre ce goût, dont la restriction n'est pas vécue théoriquement mais touche à notre expérience la plus intime, et la volonté de contrôle et de domination du pouvoir, est loin d'être brisée. Elle s'exprime de manière diffuse ou finit par éclater de manière plus antagonique. Résistances et incendies se sont propagés durant des semaines comme autant de lucioles dans la nuit.

A Caen, dans de nombreux quartiers HLM, même en temps de confinement, la vie normale, non sans précautions et traversée d'une entraide préexistante ou revivifiée, a repris assez rapide-

agir, et agit réellement au quotidien, dans notre intérêt. Ce sont réellement les médecins, les soignants et soignantes qui ont sauvé des vies, qui se sont confrontés à l'horreur répétée du tri et de cette médecine de guerre. L'autorité de la médecine, confondant soin d'urgence et gestion de masse des populations, est d'autant plus difficile à défaire qu'elle apparaît et est à bien des égards légitime, qu'elle est garante de notre survie biologique.

La question essentielle n'a donc jamais été de choisir individuellement ou collectivement de se confiner ou non, mais celle de se soumettre ou non à un confinement et un déconfinement administré, de se soumettre ou non à l'autorité de l'Etat, mais également à l'autorité médicale.

Le véritable scandale a été d'entendre de prétendu-e-s révolutionnaires recommander de suspendre en ces temps de pandémie la guerre sociale que nous menons à l'Etat et au capital, alors que des millions de travailleurs, des milliers d'incarcéré-e-s étaient soumis à la contagion et à une privation de liberté encore plus drastique que d'habitude, que l'Etat intensifiait, pas uniquement sur le terrain policier, ses outils de contrôle, et que le patronat, soutenu par des mesures d'exception économiques, amplifiait l'exploitation.

La moindre des dignités et des solidarités imposait alors bien de dénoncer *ce grand confinement comme forme de domination*, cette dénonciation n'impliquant pas la décision individuelle ou collective de se prémunir de la maladie en se confinant, ou d'appliquer des mesures de protection simples, moins lourdes et contraignantes, pour protéger des proches ou éviter la contagion. A noter tout de même que, même moins violentes, nombre d'épidémies, causes d'une mortalité loin d'être anodine, n'amènent pas des camarades ou des compagnons et compagnonnes à faire leurs des mesures aussi drastiques. Enfin la réelle aberration était celle de partir à la chasse aux irresponsables en « dénonçant » les petits et petites camarades qui refusaient de se soumettre à ce confinement administré.

On ne peut que comprendre le stress et les angoisses légitimes qui se basent sur les effets réels de cette pandémie, comprendre ceux et celles qui ont choisi un confinement strict, mais il était nécessaire de refuser de s'organiser à partir d'une généralisation de ce rapport au monde qui ne peut rien promettre de plus qu'une *alter-gestion de crise*.

envoyés dans des maladreries où ils et elles finissent leurs jours.

Au XIV^{ème} siècle, la peste noire qui ravage l'Europe, particulièrement meurtrière, est vécue comme le signe qu'une *colère divine* s'abat sur l'humanité. La médecine demeure encore relativement impuissante, mais dès cette époque apparaissent les premières quarantaines. Travailleurs pauvres, galériens, prisonniers de droit commun ou condamnés à mort, sont également mis à contribution. Ils transportent puis ensevelissent les cadavres contre de l'argent ou des remises de peine.

Au XV^{ème} et XVI^{ème} siècle, les cités commencent à édicter des règles strictes contre la maladie. Des *ordonnances de peste* y sont promulguées, qui mêlent mesures de quarantaine, d'hygiène, des ébauches de mesures de confinement d'une part et des mesures d'éloignement de tout ce qui pouvait paraître être source de malédiction ou de punition divine d'autre part. Les contrevenants sont soumis à des punitions ; les blasphémateurs, les débauché-e-s, les joueurs sont exilés. A chaque fois, aux *connaissances médicales rudimentaires* se mélangent *rites religieux, superstitions*, traversés de rapports de pouvoir.

Parfois la cupidité la plus banale plonge des sociétés entières dans le désastre. C'est ainsi que fut propagée à Marseille en 1720 le bacille de la peste, pourtant éradiqué depuis plus de 60 ans. Les mesures de quarantaine alors à l'œuvre contre le regain des épidémies en Orient sont « négligées » par un navire transportant une cargaison d'étoffes venues du Levant. Les intérêts convergents de l'armateur du navire avec les autorités qui dirigent la ville sont à l'origine de cette « négligence » volontaire qui conduit 30 à 40000 personnes à la mort.

La *médecine moderne*, qui nous intéresse plus particulièrement parce qu'elle fonde une manière d'appréhender l'épidémie assez proche de celle que l'on connaît actuellement, naît après la renaissance, et prend définitivement forme à l'époque des lumières. Médecine et science se développent dès lors à l'ombre d'une bourgeoisie qui commence à se saisir des rênes du pouvoir, sous l'égide de l'Etat moderne en formation et d'un capitalisme qui entame son expansion. Dès cette époque, science et médecine amorcent une rupture, rationalisent leurs méthodes, et s'inscrivent toutes deux dans l'imaginaire dominant de leur temps, celui de la *raison utilitaire*, si chère à la bourgeoisie ascendante. Ce ne sont plus unique-

ment des préceptes religieux qui doivent guider le soin, mais une médecine en voie de *rationalisation*.

Les épidémies commencent alors à être envisagées dans une perspective rationalisée de sauvegarde des élites aristocratiques et bourgeoises. Comme le rappelle André Dréan dans *Des souris et des gènes*, à la fin du XVIII^{ème} siècle, l'épidémie de variole est ainsi combattue par une sorte de vaccination primitive en inoculant le virus à certains enfants. Plusieurs têtes couronnées dont Louis XV viennent alors de succomber à la maladie.

En 1760, Daniel Bernoulli, un médecin, physicien et mathématicien suisse soutient cette préconisation d'inoculation infantile devant l'académie royale des sciences en s'appuyant sur une étude probabiliste. Emprunt de « l'éthique » de ses maîtres à penser, il souligne : « *car m'importe non pas la naissance, mais la naissance civile, l'âge auquel les personnes deviennent utiles à la société et à l'État* » Cette époque, marquée du sceau grandissant de l'utilitarisme moderne, confirme que dorénavant l'intérêt statistique du plus grand nombre et les intérêts bien compris de la bourgeoisie et de l'aristocratie pourront nécessiter le sacrifices du plus petit nombre ou des individus jugés inutiles à la survie du corps social.

Avec le déploiement de la société industrielle au XIX^{ème} siècle, science et médecine développent encore davantage *l'expérimentation*. Dans la seconde moitié du siècle, des chercheurs hospitaliers lyonnais n'hésitent pas par exemple à utiliser des orphelins comme cobayes. Des bacilles infectieux sont également inoculés à l'occasion sur des prisonniers. Pasteur conseille lui-même en 1884 à l'Empereur du Brésil, Pedro II, de proposer la grâce aux condamnés à mort qui peuplent ses prisons en échange de l'inoculation de la rage.

Avec le développement des grandes villes industrielles, des salariés captifs de l'usine et de la cité ouvrière, se déploie également un *hygiénisme* qui englobe urbanisme, médecine, hygiène de vie. Capitaines d'industrie et Etat s'appuient alors sur la médecine pour entretenir leur force de travail. Tout en demeurant l'auxiliaire de l'Etat mais également d'un capital industriel fleurissant, la médecine commence à prendre soin de leurs salariés respectifs.

Le développement d'un *Etat social* dans une Allemagne bismarckienne, alors fer de lance du capitalisme triomphant, marque un saut dans l'intrusion de la médecine et de la gestion sanitaire dans

moins à propager ; de cracher sur les masques que l'Etat impose de porter sous peine de sanctions dans certains endroits ou refuse de fournir à d'autres, sur cette traçabilité que la soumission à l'ordre médical tente de justifier, sur ces prises de température imposées dans certains établissements, sur les brigades sanitaires et leur traque des malades, bref sur cette vie sous contrainte sanitaire que l'épidémie est venue légitimer.

Cette emprise médicale agit comme un *fait social total* comme aiment à les nommer les anthropologues. Aucun aspect de nos vies, qu'il se rapporte au travail, à notre soumission à l'appareil étatique ou à notre vie la plus intime, ne doit plus lui échapper.

Apparaît encore plus évidente a posteriori la nécessité de déjouer les impératifs de ce confinement administré. Pour combattre la situation, il y avait une autre manière, plus offensive que celle de propager l'entraide et multiplier les prises de position de principe ou de préparer le jour d'après, notamment de délégitimer dès les premiers jours du confinement les mesures policières prises, de propager les grèves et les sabotages en solidarité avec les travailleurs-ses confiné-e-s à des turbins qui ne sont utiles qu'à l'économie, de soutenir en gestes comme en mots les luttes de prisonnier-s et de sans papiers, d'encourager la grève des loyers lancée aux Etat-Unis, bref en refusant de renoncer à saboter ce vieux monde et de désarmer notre conflictualité.

Briser ce rapport social de soumission à l'autorité reste une urgence aujourd'hui. Plus il se prolonge sans anicroche, plus il fabrique un monde dont il sera difficile de s'extraire, d'autant plus que toutes ces autorités, qu'elles soient médicales, scientifiques, étatiques ou économiques auront pris leurs aises, feront partie de notre paysage familial.

Nous avons déjà accepté de nous soumettre à notre traçabilité numérique. Nous en sommes mêmes les principaux promoteurs et promotrices. Si nous l'avons ainsi accepté si facilement c'est que cette traçabilité ne s'est jamais présentée sous le masque de la société de contrôle qu'elle ne manque pas de propager, mais sous les habits beaucoup plus ludiques de la convivialité. Nombre de technologies se sont imposées de la sorte dans notre quotidien, sans coercition explicite mais avec au contraire notre pleine et entière complicité.

La médecine a cette particularité supplémentaire qu'elle prétend

giques. L'événement n'y fabrique alors rien d'autre qu'une *sidération* accompagnée d'une reprise de la routine déjà à l'œuvre.

Ces quelques considérations acides ne doivent pas nous exonérer de reconnaître que nous avons nous-mêmes parfois été confinés, malgré quelques analyses partagées entre compagnons et compagnes, à l'impuissance durant ces quelques semaines, avec tout le sentiment de relative dépossession que cela induit et que nous avons fini parfois bon gré, mal gré, par accepter, faute de complices suffisants et de perspectives ouvertes.



J'IRAI CRACHER SUR VOS MASQUES.

COMMENT OUBLIER L'EXPÉRIENCE que Stanley Milgram réalisa au début des années 60 sur la soumission à *l'autorité* ? Comment oublier cette majorité de personnes à qui l'on demandait d'infliger des chocs électriques à des élèves qui ne savaient pas répondre à leurs questions, et qui acceptaient par soumission d'appliquer ces gestes de torture ? Comment oublier que la force de l'autorité scientifique faisait plier des consciences pourtant bien peu enclines à se transformer en tortionnaires ? Comment oublier également que cette autorité de la science a servi à légitimer les pires théories et les pires crimes de l'ère moderne, que des techniques et des technologies, dont la science moderne a précipité les découvertes, leur ont servi d'ossature ? Comment oublier que la technique et la science imposent des rapports sociaux et l'architecture d'un monde de domination et d'exploitation, sous l'emprise de l'État et du capital ?

Cette suspension du temps soumise à une *normalité sous contrainte sanitaire* donne envie de cracher sur les masques qui couvrent les visages, sur la distanciation sociale qu'ils maintiennent. Non pas de cracher sur les objets qui permettent de se prémunir légitimement de la maladie, mais sur le rapport social et humain dont ils sont les symboles omniprésents, de la rue au travail, et dont la crise sanitaire a révélé l'emprise profonde dans nos imaginaires ; de cracher pour se révolter contre notre dépossession effective face aux maladies que ce monde participe sinon à créer, au

la vie des populations administrées par les Etats-Nations. Les capitaines d'industrie devenus plus soucieux de la santé d'une de leurs principales ressources, les travailleurs, suivent le courant. L'administration du soin et de l'hygiène se généralise, et s'applique dorénavant aux populations ouvrières.

Le XIX^{ème} siècle est le siècle où la médecine et la science entrent dans leur phase industrielle, phase qui va prendre son plein essor au siècle suivant. La médecine passe alors de l'artisanat à la *production industrielle* et commerciale. Les offices de pharmacies se transforment en laboratoires, la production médicamenteuse est standardisée dans des usines, soumise à des processus industriels qui permettent de massifier le recours à la médecine et aux médicaments, non sans soumettre ces derniers à la loi du marché.

A la médecine philanthropique des officines médicales succède une médecine industrielle, tenue par des pionniers souvent venus de la chimie. Ce n'est pas la découverte scientifique qui guide la production, mais la capacité à lui offrir des débouchés industriels et commerciaux. Les pharmaciens et les médecins sont déjà particulièrement visés par les campagnes publicitaires et la corruption qui accompagnent cet essor.

Au début du siècle suivant, les découvertes de Pasteur inaugurent l'ère de la vaccination de masse et de la désinfection. Les hygiénistes accompagnent de nouvelles politiques de santé publique qui cherchent à quadriller l'ensemble du territoire, à imposer une chasse aux bacilles infectieux dans l'ensemble de la population.



MÉDECINE ET SCIENCE COMME IDÉOLOGIE.

DANS CE CONTEXTE, encore plus qu'hier, les épidémies sont envisagées comme des menaces. Alors qu'en 1918, la grande guerre finit de décimer une grande partie de la population européenne, la grippe espagnole prolonge cette saignée macabre. Elle va, dans une Europe exsangue, conduire entre 20 et 100 millions de personnes à la mort. C'est alors, davantage que la maladie elle-même, le manque d'antibiotiques et l'état de la société ravagée par une guerre terrible qui sont les causes principales de ce carnage.

L'épidémie a trouvé son origine quelques mois plus tôt de l'autre côté de l'Atlantique, aux États-Unis. Durant plusieurs semaines l'épidémie se propage sans susciter de craintes particulières. En septembre 1918, la première mort par infection des voies pulmonaires est décelée dans la région de Boston. Les cas se multiplient, et traversent les frontières. La grippe se répand ainsi en Europe, propagée par les mouvements de troupes.

L'activité de nombreuses villes américaines commence à être paralysée. Les malades sont de plus en plus nombreux et nombreuses, et l'absentéisme commence à prendre de l'ampleur. Une infirmière sur quatre décède. La peur et la mort sèment le désarroi et propage le chaos. Face au désastre et au péril économique, les autorités distribuent massivement des masques, multiplient les mesures d'hygiène, construisent en urgence des hôpitaux de campagne. Dans certaines villes des mesures de confinement sont mises en place.

L'épidémie de grippe espagnole constitue un archétype des modes de gestion des épidémies aux temps modernes, toujours soumis aux impératifs de l'économie, à la gestion de masse des populations.

Cette même grande guerre offre également l'opportunité à trois forces de concentrer encore davantage leur puissance. États belligérants, grands industriels et scientifiques de pointe unissent leurs talents pour mettre au point de nouvelles armes. Aux États-Unis le National Research Council met en lien industriels de l'armement, fonctionnaires d'État, industriels, militaires, chimistes, physiciens, ingénieurs. Le *complexe scientifico-militaro-industriel* se densifie. Dans les tranchées, le gaz moutarde, inventé quelques années plus tôt par les entreprises allemandes Bayer, fait des ravages. La France ne tarde pas à en détourner et perfectionner la fabrication. Ce qui lui permettra au passage de prendre l'avantage dans la bataille de la Marne.

Les promesses entrevues alors par ces concentrations industrielles et scientifiques sont réactivées quelques années plus tard avec le projet Manhattan et la construction de la bombe atomique américaine. Là encore, recherche, industrie et armement lient leurs intérêts. La médecine tire d'ailleurs profit des retombées de la recherche nucléaire. Et comme pour la recherche médicale, une population civile, ici les habitants d'Hiroshima et de Nagasaki,

« populaires » ou « ouvriers », l'État fabrique une classe spécifique, nouvelle classe dominante et exploiteuse, *la bureaucratie*, avec ses intérêts propres, distincts de ceux de la plèbe qui continue à faire tourner l'outil de production, ayant troqué les patrons d'hier pour ceux d'aujourd'hui.

Des deux côtés du spectre de l'organisation économique de l'exploitation, capitalisme d'État ou capitalisme privé, toujours des technostuctures, toujours l'organisation scientifique du travail, toujours l'exploitation, toujours des prisons, et toujours un système de santé soumis aux intérêts de la domination.

C'est l'État et le capitalisme dans leur entièresité qu'il faut abattre, et l'économie qui ne fait que perpétuer un rapport au monde fait d'exploitation et de transformation des êtres et du monde en ressources. *L'utilitarisme* n'est pas l'apanage du capital ou de sa fraction financière, c'est un rapport au monde beaucoup plus profond, ancré dans la manière même dont l'économie ou le pouvoir appréhendent le monde, et donc beaucoup plus complexe à défaire.

Il a présidé en milieu militant, durant cette longue mise sous écrou sanitaire, une ambiance beaucoup trop *gestionnaire*, incapable de rompre radicalement avec l'esprit de gouvernabilité sanitaire du moment. Ce n'est pas de telles propositions et une telle ambiance collective, ni en terme de solidarité, ni en terme de proposition collective de résistance, de lutte et d'attaque, qui était en mesure de répondre à la situation. Pour les plus gestionnaires, la situation n'a fait que renforcer un goût pour la discipline, une *pulsion d'ordre*. Ceux et celles-là, enfants perdus et hébétés de la gauche autoritaire, parfois inconscients de leur héritage, se rêvent en *alter-gestionnaires* de crise, califes à la place du calife.

Dans ce contexte, une bonne partie de ce milieu passe le plus clair de son temps à déterminer et énumérer les précautions que nous devrions prendre, parfois en culpabilisant ceux et celles qui se refusent à répondre à ces injonctions, le plus souvent paradoxales.

Une nouvelle fois le milieu militant, qu'il s'auto-définisse comme autonome ou libertaire, n'a été que rarement à la hauteur des événements. Ce milieu et ses différentes composantes ont été incapables de penser cette situation, inédite à son échelle, autrement qu'en la faisant rentrer de force dans ses propres catégories idéolo-

maintes occasions qu'il pouvait rivaliser, sans rougir de la comparaison, avec les grands capitaines d'industrie. Des sacrifices massifs de liquidateurs à Tchernobyl au scandale du sang contaminé, les technostructures d'Etat du monde entier ont prouvé à chaque occasion leur manque de sagacité et la réalité de leur désintéressement. Les experts d'Etat ont rappelé lors de la gestion de chacun de ces désastres qu'ils n'échappaient pas davantage que leurs homologues du privé au cynisme utilitaire et à cette « imbécilité technologique » si chère à l'anthropologue de la médecine Jean-Dominique Michel. Rien ou si peu ne distingue les différents modes d'administration du désastre en ce qui concerne leur soumission à la raison utilitaire et à la logique de l'économie.

Le citoyennisme qui depuis quelques années reprend du poil de la bête et a fini, pour répondre à l'idéologie de la composition, par contaminer la sphère autoproclamée « radicale » et « autonome », maintient l'illusion que l'Etat peut être garant de l'intérêt général et d'une gestion de crise sanitaire débarrassée des conflits d'intérêt et de sa soumission aux lois de l'économie de marché. Seulement l'Etat n'a jamais été cet organe neutre et désintéressé que la fiction républicaine n'a eu de cesse de nous vendre.

Dans nos régimes, l'Etat défend les intérêts d'une *classe sociale*. Toutes ses fonctions sociales s'exercent dans le sens du maintien de cette classe au pouvoir, et du développement de l'économie. La fonction publique n'y est en rien un rempart au développement du capitalisme. Les grandes structures de recherche, les grandes firmes industrielles d'Etat, soutiennent la construction des grandes infrastructures techniques et technologiques qui permettent au capital de prospérer. La flicaille et la justice, en organisant le maintien de l'ordre existant, ne font que renforcer l'emprise capitaliste. La foi dans la technique et la science ne fait de son côté que raffermir la soumission à l'expertise et à son pouvoir intrinsèque. Dans nos régimes, cette séparation entre les deux sphères, publique et privée, est d'ailleurs toute relative, tant leur personnel d'encadrement est le plus souvent interchangeable. Ce sont souvent les mêmes technocrates qui, du nucléaire à la santé en passant par la finance, basculent des grands corps d'Etat aux grandes multinationales, des ministères aux cabinets conseils, selon leurs succès, leurs déboires, leurs envies.

Lorsqu'il prend totalement place comme dans les régimes dits

servira de cobaye, scrutée durant quelques années par une armée de scientifiques et de médecins de l'ABCC, dépêchés sur place pour évaluer les effets de l'atome sur les corps et les esprits.

Une nouvelle ère inaugurée quelques années plus tôt prend définitivement sa pleine mesure. L'emprise de la technique et de la science dans le mode de production capitaliste s'intensifie alors. Les complexes de recherche offrent l'infrastructure technique, scientifique et idéologique aux raffinements industriels du XX^{ème} siècle et participent activement aux développements les plus avancés d'expropriation de nos vies entrepris dans le capitalisme à son âge technoscientifique.

La seconde moitié du XX^{ème} siècle voit encore s'accélérer le processus, les grandes structures de recherche, les technostructures d'Etat, les grandes firmes industrielles, liant de manière de plus en plus systématique leurs intérêts. En France, le Commissariat à l'Energie Atomique, Empain-Schneider, EDF, Bouygues et Creusot-Loire s'associent par exemple pour développer le programme atomique français ; l'INRA et les grands acteurs de l'agro-industrie se partagent le travail pour développer l'agriculture productiviste qui depuis des décennies pourrit les sols et produit nos cancers.

La médecine enchâssée à l'Etat, au capital et à leurs technostructures respectives ne fait pas exception. Les grands centres de recherche médicale et les laboratoires pharmaceutiques oscillent entre effets de concurrence et conjugaison de leurs intérêts. L'ensemble des acteurs de la santé sont dans le même temps de plus en plus soumis aux impératifs économiques et à la marchandisation de la médecine. Les laboratoires pharmaceutiques et les grands laboratoires d'Etat multiplient le brevetage du « vivant », investissent dans la recherche génétique, rivalisent dans la marchandisation de leurs vaccins respectifs. La recherche médicale vise tout autant à valoriser économiquement ses découvertes qu'à les soumettre à des impératifs d'utilité sociale.

Les chercheurs comme les médecins se transforment alors encore davantage en petites mains d'une ingénierie scientifique et médicale vouée à soutenir la *sainte guerre économique*. Devenus de simples techniciens, ils et elles deviennent le plus souvent les modestes exécutants d'un monde qui leur échappe en grande partie.

La technique et la science sont devenues des *forces productives* à part entière produisant leur propre idéologie. Une idéologie d'au-

tant plus puissante et difficile à défaire que nous sommes soumis à ses soins pour survivre dans un monde rendu de plus en plus hostile et que l'emprise de la science, de l'industrie, de l'Etat et de la médecine sur nos vies est de plus en plus puissante. Scientifiques et médecins se transforment en simples instruments de fins qui les dépassent, la foi dans les lois de l'économie ou de la physique remplaçant les idoles vieilles du passé. Ce qui ne doit pas nous faire oublier que toutes les idoles sont appelées à connaître un jour ou l'autre leur *crépuscule*.

Dans la gestion des pandémies, la *statistique* continue de s'accaparer la part du lion. Ce qui est primordial ce n'est pas l'individu, mais la loi du plus grand nombre. Chacun-e est appelé à effacer ses subjectivités, ses doutes, ses douleurs intimes, ses faiblesses ontologiques devant l'implacable loi mathématique. Mais finalement rien de bien nouveau, puisque pour le scientifique de pointe, épris d'abstraction, depuis longtemps déjà le lac Titicaca ou les embruns de la Manche ne sont jamais qu'un amas d'H₂O.



« NOUS SOMMES EN GUERRE ».

« NOUS SOMMES EN GUERRE », c'est par ces mots assésés d'un ton martial pas moins de six fois tout au long de son discours, qu'Emmanuel Macron a annoncé le 17 mars les *mesures d'exception* que la crise du Coronavirus allait entraîner. Si quelques jours plus tôt, il était encore hors de question de céder à la panique, et de renoncer à nos modes de vie et à notre liberté fondamentale d'entreprendre et de consommer, cette fois c'est à une discipline stricte qu'il faut nous soumettre. *L'état d'urgence sanitaire* décrété, nous allions devoir du jour au lendemain adopter un nouveau mode de vie : une *vie sous confinement administré*.

Bien évidemment ce langage de chefs d'état major ne doit rien à une guerre réelle, comme celle que mène par exemple la France au Mali pour défendre ses intérêts et ceux d'entreprises comme Orano. Pas d'hommes en arme à chaque coin de rue, pas de couvre-feu généralisé, pas d'ennemis intérieurs arrêtés, pas de bombardements, mais une rhétorique huilée qui vise à nous mobiliser et sur-

sommaire fiche de conseils éditée sur Caen nous recommande par exemple de nous organiser pour « *imposer au gouvernement un système de santé indépendant de la recherche de profits financiers* »

Cette foi révèle une incapacité à penser en quoi *l'Etat social* lui-même est un produit de la domination et de l'exploitation sous leurs différentes dimensions et formes historiques, en quoi il en renforce l'emprise et en quoi par ailleurs *la médecine* produit son propre pouvoir renforcé par l'industrie pharmaceutique et la figure de l'expert, bref une profonde incapacité à penser la liberté et l'individu. En ce sens les références omniprésentes et unidimensionnelles à Marx et Spinoza de toute une part de ce milieu ne pouvait déboucher que sur ces impensés. Pour l'un comme pour l'autre, l'individu n'existe pas, la liberté est un leurre.

Il n'est d'ailleurs, preuve en est, pas nécessaire d'être fin marxiste pour comprendre ce que cette foi en l'Etat social doit au milieu professionnel dans lequel exercent nombre de protagonistes de ce néo-radicalisme militant, universitaire jusqu'au bout de la langue, et ce qu'elle doit à la pensée de la gauche politique.

La plupart des manifestations post-confinement se tiennent devant les hôpitaux, soutiennent les soignants et soignantes, mais sans questionner le pouvoir des blouses blanches. Certaines répondent même aux injonctions gouvernementales de déconfinement sous contrainte sanitaire en exigeant le port du masque, le maintien de la distanciation sociale dans les manifestations. Une raison supplémentaire de s'en tenir à bonne « distance sociale ».

La soumission à l'Etat a également trouvé des alliés chez les souverainistes et les citoyennistes, qui ont trouvé quelques adeptes dans le soulèvement des Gilets Jaunes, et qui demandent le retour d'un Etat souverain, réellement au service du peuple, un Etat social, interclassiste, réunissant illusoirement les intérêts de tous et toutes, la critique de l'Etat se voyant remplacer par celle de l'oligarchie. Ce ne serait pas l'Etat qui oppresse mais sa confiscation par une élite corrompue, par la finance pour les souverainistes de gauche, par l'étranger pour les souverainistes racistes d'ultra-droite. Il ne resterait plus alors qu'à remplacer la mauvaise élite par une nouvelle, au service du peuple, comme par magie uni dans ses intérêts.

Pourtant que ce soit en matière de catastrophe nucléaire, de désastre industriel ou de scandale sanitaire, l'Etat a démontré en

l'arsenal publicitaire censé créer ou susciter en chacun et chacune d'entre nous de nouveaux besoins, toujours plus artificiels et marchandisables.

Rien ne peut remplacer l'auto-organisation à la base, en rapport direct de vis-à-vis. Les assemblées, les groupes d'affinités ou les collectifs, malgré les défauts qui les traversent et les rapports de pouvoir qui peuvent s'y jouer, laissent l'occasion de les déjouer en face à face. L'auto-organisation directe, sans les éliminer, limite la représentation à l'exceptionnel, permet de contester directement les postures politiciennes, les dépossessions, les prises de pouvoir.

Même l'Espagne franquiste ou la Russie tsariste ont connu, dans des conditions bien plus défavorables, leurs assemblées révolutionnaires et leurs groupes d'affinités à même d'attaquer l'existant. D'août 1882 à novembre 1884, la *bande noire*, une organisation anarchiste diffuse, organise la résistance ouvrière à l'exploitation à Montceau-les-Mines, dans un bassin minier tenu de mains de fer par le patronat, les contremaîtres et l'Église, en ayant recours à la dynamite. Les ouvriers révoltés, opposés aux thèses syndicalistes de l'époque et acquis aux idéaux anarchistes, s'organisent au cœur des bois, en société secrète, pour préparer leur riposte, échapper à la répression, nouer des liens subversifs. Le pouvoir qui craint encore l'influence des communards et des communardes, et la reconstitution de l'Internationale dissoute, imagine un mouvement puissant, et administre la répression.

Renoncer à l'auto-organisation pour répondre à une situation exceptionnelle, c'est s'exposer à de fortes déconvenues en terme de dépossession et de prises de pouvoir. Rien dans la situation que nous avons vécue n'implique ce renoncement. Même si ces périodes de ruptures, encadrées par les gouvernements et les appareils de propagande, favorisent toutes les autorités.

Les vieux modes d'organisation anarchistes par groupes d'affinités, complétant des assemblées qui n'ont pas forcément pour but de prendre des décisions, mais de discuter, se coordonner, sont d'autant plus pertinents dans ces situations.

Mais le plus inquiétant dans ce *précis de décomposition du sens critique* en milieu militant reste encore sa soumission à la double autorité de la médecine et de l'État que la situation a fini de révéler, en laissant exploser une foi irréductible dans la protection qu'est censée apporter l'État social et le service de soin public. La

tout à *propager durablement l'obéissance*.

En quelques jours, exploitation, domination, administration des êtres et des choses se développent à vitesse grand V : le confinement est décrété, les rues surveillées, check-points et attestation de déplacement se généralisent, les drones sont de sortie, les gardes à vue et les verbalisations se multiplient, les plages sont interdites, les dénonciations anonymes sont conseillées et trouvent des adeptes ; dans les prisons et les centres de rétention les rares libertés arrachées à l'administration pénitentiaire par les incarcéré-e-s sont drastiquement réduites, les révoltes sont matées à coup d'ERIS et les peines s'alourdissent ; dans les hôpitaux psychiatriques, les malades sont confinés renforçant encore davantage qu'hier l'ère asilaire ; la main d'œuvre, corvéable à merci, des secteurs économiques jugés les plus stratégiques est quant-à-elle exposée à la pandémie, tout comme les petites mains du secteur hospitalier, du soin à domicile ou des EHPAD. Ces maisons de retraites, rapidement mises à l'isolement, deviennent de vrais mouiroirs, payant le plus lourd tribut à la pandémie.

Chacun-e se retrouve confiné, les plus vulnérables à la merci d'un parent ou d'un conjoint violent, les plus démunis harcelés et mis à couvert de force, les classes « dangereuses » encore davantage à la merci de la violence ordinaire des flics. En quelques jours, le retour du triumvirat Travail, Famille, Patrie est scellé.

Bref, le pire du monde d'hier est étendu, intensifié et administré par ceux et celles-là mêmes qui n'ont eu de cesse de participer activement à la propagation des désastres écologiques et sanitaires, ceux et celles-là mêmes qui ont dans un premier temps minimisé pour les besoins de l'économie l'ampleur de la pandémie et qui ont depuis des décennies participé activement à la destruction des systèmes de santé de masse au profit d'une médecine utilitaire et mercantile.

A cette occasion, nos régimes « démocratiques » et « libéraux » montrent, s'il était encore utile de le faire, que l'état d'exception peut y surgir à tout instant lorsque les intérêts vitaux de l'économie ou des classes dirigeantes sont en jeu. Cet état d'exception leur est même *consubstantiel*. C'est bien l'État et le capital, épaulés à l'occasion par l'appareil technoscientifique, qui définissent en dernier recours la loi.

La plupart des pays européens ont réagi sur ce même registre de

l'état d'exception, même si c'est avec des stratégies différentes, avec ou sans confinement, selon les contextes locaux, à partir de leurs propres cultures de gestion du risque, des conditions matérielles mobilisables par l'appareil médical, de leurs propres considérations économiques...

La Grande-Bretagne, libérale, a quant à elle d'abord appliqué une politique sociale-darwiniste *d'immunité collective*, consistant à attendre que plus de 60% de la population soit atteinte. Les dirigeants contaminés se sont assurés au préalable qu'ils et elles pourraient bénéficier des moyens d'être pris en charge. Puis, devant l'ampleur de l'épidémie, le gouvernement a fini par changer son fusil d'épaule et confiner.

La Chine a opté pour une gestion autoritaire de *grand confinement* sur une grande partie de son territoire, notamment dans la province du Hubei et à Pékin, et a préparé un *grand déconfinement sous contrôle numérique et assistance robotique*.

La Corée du Sud ou Taïwan, qui ont subi le SRAS et le MERS ces dernières années, ont anticipé l'épidémie et multiplié les tests, la diffusion de masques, mis en quarantaine les malades et encouragé une vie *sous contrôle numérique et sanitaire strict*.

Inutile de préciser que les donateurs et donneses d'ordre n'ont cessé de défendre dans ces histoires la pérennité de l'économie et leurs propres intérêts de classe. La guerre qu'ils ont enclenchée est la leur, et qu'ils n'hésiteront pas, au besoin, à sacrifier des pans entiers de population.

Pour autant, ce qui est au cœur de ce moment c'est également la *tension* entre ces intérêts économiques et les logiques de protection sanitaire propres à l'Etat social tel qu'il s'est bâti depuis le XIX^{ème} siècle. Pour que cette administration du monde continue de fonctionner *a minima*, il faut qu'elle maintienne l'illusion qu'elle est encore en mesure de sauver des vies, qu'elle persiste à jouer son rôle protecteur. C'est le grand retour, au moins dans le discours, de l'Etat régalien et de l'Etat social.

Mais uniquement momentanément, dans l'intérêt d'une économie menacée par une sorte de collapse sanitaire en cas de généralisation de la pandémie, et également dans le souci de préserver une bourgeoisie elle-même menacée par la maladie. Et ce spécifiquement le temps que les stocks de masques se remplissent, que les tests puissent se massifier, que l'application de gestes-barrières et

propre rythme. Le problème n'étant pas seulement alors qu'il y aurait une inégalité due, comme la nomme les progressistes de gauche, à la « fracture numérique » qui séparerait les « branchés » des « débranchés », mais que cette façon de « réseauter » impose un rythme qui n'est soutenable que par le militant professionnel. Ça tombe bien, nombre de militants et militantes néo-gauchistes, même certains et certaines se réclamant encore de l'autonomie, se rêvent comme tels.

L'utilisation de l'outil numérique et téléphonique implique par ailleurs des comportements et des systèmes de surveillance et de contrôle qui ne jouent pas en faveur de l'émancipation. La traçabilité et le contrôle que favorise notre connectivité, que ce soit via nos téléphones portables, nos ordinateurs ou les objets connectés qui peuplent ou sont appelés à peupler nos vies, rendent encore plus vulnérables nos modes d'organisation et notre capacité à traduire nos idées en gestes et intensifient la surveillance et la répression surtout pour ceux et celles qui n'ont pas renoncé à rompre avec la légalité.

Cette traçabilité a permis de confondre nombre de gilets jaunes destructeurs ou incendiaires ou de pister et comprendre nombre de modes de fonctionnement subversifs. Les opposants et les opposantes à la poubelle nucléaire de Bure ont ainsi pu tester l'utilisation du logiciel ANACRIM de la gendarmerie qui permet de cartographier et d'analyser la densité d'un réseau de relations à partir de la mise sur écoutes ou de la captation des numéros de centaines d'antinucléaires. Depuis longtemps le pouvoir a démontré sa capacité à recueillir des données sur les milieux militants. Mais pendant quelques années, la progression de la surveillance policière a été retardée par sa difficulté à traiter, analyser ces données pour les rendre pertinentes et exploitables. Tout s'accélère aujourd'hui. L'exploitation et l'analyse des informations recueillies deviennent toujours plus précises, permettent de lever des nombreuses zones d'opacité et nécessitent de moins en moins de ressources humaines pour reprendre leur expression.

Dans ce contexte favoriser l'outil numérique comme mode d'organisation, même emprunt de mille précautions et recommandations, reste dangereux tant cela tend à banaliser l'utilisation d'un outil de contrôle et de surveillance qui ne sert d'ailleurs pas que les flics et le renseignement, mais permet également d'affiner et de cibler

rôle grandissant dans l'organisation collective des luttes. Les assemblées se sont transformées en chambres d'enregistrement de décisions déjà prises par des groupes. De nouvelles formes bureaucratiques et de nouveaux appétits gestionnaires ont émergé et fini de vider les assemblées de lutte de toute subversion, pour finalement les remplacer par des formes hybrides où des chefferies militantes, des inter-organisations ou des inter-syndicales ont le dernier mot.

Aux assemblées a succédé l'organisation numérique. Sous confinement, ce militantisme 2.0 peut d'autant plus s'imposer comme réponse à la situation, que se croiser devient complexe. Les groupes *Covid entraide* ou le mouvement *Le jour d'après* se sont constitués de cette manière. A Caen, la seconde dynamique réunit un cartel d'organisations et de collectifs, dont un énigmatique groupe Gilets Jaunes. C'est une accumulation d'identités de groupes qui composent entre elles, s'associent puis se fracturent au gré des situations et des clics. Chacun représente son groupe, dans la plus pure tradition politique ou syndicale, certains comme ce groupe Gilets Jaunes allant jusqu'à s'attribuer et confisquer l'identité d'un mouvement tout entier. On y trouve Extinction Rebellion, Unis pour le climat, les syndicats, les collectifs écologistes, Alternatiba, Attac.... Bref, c'est *la gauche d'hier* qui s'organise toujours comme hier mais sous contrainte numérique, en cherchant dans ces formes hybrides et numériques à retoucher son image à la palette graphique.

C'est de cela dont il est pour l'essentiel question quand il s'agit de faire composer des mondes. Ce que la composition fabrique, ce n'est qu'une forme déjà mille fois expérimentée par les autoritaires et les réformistes, qui consiste sous prétexte de « faire commun » à renoncer à tout discours et toutes pratiques réellement subversifs, et sous le drapeau du pragmatisme à renoncer à toute perspective révolutionnaire ici et maintenant. Dans la composition tout s'organise au sommet, entre bandes, groupes, collectifs, organisations. L'outil informatique, comme la composition et l'interconnexion/déconnexion des groupes, en rendant les modes de décision fuyants, favorise juste l'émergence de formes de bureaucratisme plus obscures et mouvantes, et le règne des chefs de bandes et de groupes.

Par ailleurs, la soumission à ce militantisme connecté impose son

la soumission deviennent des habitudes, bref le temps d'apprendre à vivre nos *vies sous contrainte sanitaire*.

Ce langage de maître de guerre vise également à nous discipliner sur un autre registre. Il nous abreuve de l'idée que nous sommes tous et toutes montés à bord du même rafiot, que la crise économique dont la situation précipite le cours nous concerne tout autant que les Arnaud Lagardère, Bouygues et autre Pinault. Le *patriotisme économique* qui est ainsi agité vise d'une part à nous faire avaler toutes les réformes économiques que la situation implique, et d'autre part à tenter de mobiliser les énergies collectives au profit d'une économie menacée d'effondrement.

Pourtant, ceux et celles qui sont ainsi balancés en première ligne pour affronter la propagation du virus ne tireront aucun bénéfice direct de ce que cette guerre sanitaire vise essentiellement à préserver. La propagande médiatique se précipite pourtant pour en faire des héros. Les personnels hospitaliers sont, souvent à leur plus grand regret, applaudis tous les soirs à 20 heures, comme l'Etat demande de soutenir son armée en temps de guerre.

Puisque l'Etat a déclaré la guerre, il apparaît urgent de lui répondre par le bon vieux *défaitisme révolutionnaire*, en rappelant que sa guerre n'est pas la nôtre, que son unité nationale n'est pas la nôtre, que son patriotisme économique n'est pas le nôtre... Et rappelons nous que ce sont rarement les généraux, les grands bourgeois ou les industriels de l'armement qui meurent des véritables guerres, mais bel et bien ceux et celles, civils ou militaires qui leur servent de chairs à canon. Ici les travailleurs, les personnels soignants... transformés, momentanément, en héros.



MALAISE DANS LA CIVILISATION MÉDICALE.

IL NE FAUT POUR AUTANT PAS CONFONDRE le désir de contrôle de la situation par les gouvernements et les autorités sanitaires, et la réalité, c'est-à-dire l'impréparation de la gestion de la pandémie, la manière véritablement *chaotique* de répondre à la situation.

Ce qui est d'ailleurs frappant dès les premiers jours de ce grand confinement, c'est l'aspect absurde et éminemment contradictoire

de l'ensemble des mesures prises par le gouvernement. De toute évidence, l'État improvise et masque sous une abondante communication son absence réelle de maîtrise de la situation.

Des stocks de masques seraient nécessaires pour pouvoir limiter le confinement, mais ces stocks ont été détruits quelques années plus tôt. Qu'à cela ne tienne, les masques sont déclarés inutiles, et le confinement est généralisé. De la même manière, l'État est incapable durant plusieurs semaines de fournir des tests en masse aux personnels soignants et à la population. Il est donc contraint d'opter pour le confinement plutôt que de s'orienter vers l'application de tests massifs et de mises en quarantaine ciblées.

L'impréparation est d'autant plus totale que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a depuis quelques années parié sur la disparition des pandémies de masse de type Coronavirus en occident, et qu'en Europe, contrairement à certains pays d'Asie du sud-est confrontés au SRAS ou au MERS, c'est cette option de la disparition qui a été privilégiée.

La plupart des experts et des médecins ont, à la suite des autorités, minimisé les effets du virus courant janvier et février. Puis soudain, les prévisions se renversent. L'OMS et d'autres autorités scientifiques comme *l'Imperial College* de Londres optent pour des prévisions alarmistes, annonçant une mortalité record, largement surestimée a posteriori.

Du jour au lendemain, les autorités médicales et politiques sont donc contraintes de réviser leur stratégie, et d'appliquer des mesures d'exception, d'autant plus qu'ils n'ont plus les moyens logistiques d'endiguer l'avancée de la pandémie.

Si les laboratoires scientifiques et pharmaceutiques ne connaissent pas la crise, la médecine de masse et les centres hospitaliers ont connu depuis plusieurs décennies des coupes budgétaires drastiques. Ce sont ces dernières années plus de 17000 lits qui ont ainsi été supprimés. A Caen, les urgences de nuit de la Miséricorde ont ainsi été fermées en septembre dernier. C'est la même logique libérale, incapable de raisonner hors du court terme, gérant les hommes comme les marchandises à flux tendus, qui a présidé à la destruction de stocks de masques et qui a précarisé le personnel médical. Ce que l'on pourrait résumer par le slogan devenu célèbre, « *L'État compte les sous, on va compter les morts* ».

Vu la pénurie de lits et de personnel disponible en réanimation, le

formes imaginables, tout en respectant la nécessité absolue du confinement pour freiner la propagation. (...) Il y aura un avant et un après. Nous sommes pour l'instant confiné-e-s, mais nous nous organisons. Et, pour sûr, nous reprendrons les rues, les jardins, les outils de travail, les moyens de communication et les assemblées, ensemble. » Il s'agit bien d'accepter leur confinement, comme si ce confinement imposé n'était pas régi par leurs intérêts.

La stratégie du *jour d'après*, énième avatar des tactiques publicitaires du spectacle militant construit une ligne politique qui vise à s'appliquer à l'ensemble du milieu. Quiconque n'entend pas déposer les armes en cette période de Grand Confinement, est un irresponsable, un puriste, voire un négationniste qui nie l'existence du virus.

Pendant que dans les prisons et les centres de rétention du monde entier, des confiné-e-s de toujours, exposé-e-s sans commune mesure au virus, se révoltent contre la restriction de leurs rares espaces de liberté, gagnent les toits, incendient des bâtiments, pour les plus chanceux ou chanceuses arrivent à se faire la belle, pour certain-e-s s'exposent à une répression inouïe conduisant même à la mort certains d'entre eux, nos cher-e-s militant-e-s nous demandent d'être patient-e-s et discipliné-e-s. Mais attention, après « *ça va barder !* », « *rien ne pourra plus être comme avant* ».

Comble du ridicule, ce milieu militant nous recommande non seulement les applaudissements de soutien au personnel hospitalier, mais également, cerise sur la tarte à la crème, appelle à manifester sur son balcon ou à sa fenêtre. La pose de banderoles hostiles à la gestion gouvernementale de la crise devient le nec plus ultra de la révolte. Le pouvoir répond avec un ridicule équivalent en perquisitionnant ou portant plainte, en faisant intervenir sa volaille pour faire décrocher les banderoles « rebelles ». De l'appel aux blocages économiques nous sommes soudainement retournés à *l'indignation* et à la *télé-protestation*. Des militants cybernétisés habillent même de slogans virtuels monuments, ministères et autres lieux symboliques sur leur page Facebook ou leur compte Instagram, sorte de *militantisme second life* sous contrainte sanitaire.

Ces réseaux militants tissent leurs relations sur la toile, s'associent ou se fracturent au rythme des échanges numériques. Déjà avant le confinement, lors du mouvement des retraites ou des Gilets Jaunes, Telegram et autres Facebook ont commencé à jouer un

sonnes vient de se présenter au conseil municipal et dont l'un des animateurs historiques, nouvellement élu, a condamné le saccage des locaux LREM lors d'une manifestation en février dernier. Bref, cette fiche, loin d'encourager une réelle autogestion et l'entraide, favorise la mise en contact d'associations et de groupes qui n'ont de cesse de nous déposséder des luttes et de toute possibilité réelle d'entraide.

Dans ces temps de suspension de la normalité, les réseaux de l'économie sociale et solidaire ont également joué leur rôle de normalisation des comportements. Dans les AMAPS, sans trop de surprise au vu de la soumission aux normes éco-biologiques auxquelles ces réseaux ont accepté de se plier, et qu'elles n'ont même eu de cesse d'encourager, la vie sous contrainte sanitaire était souvent poussée à son paroxysme. *L'esprit citoyen* qui préside à ce genre de réseau ne peut que favoriser cette soumission durable aux normes sanitaires, qui le plus souvent en matière d'agriculture ne font pourtant qu'accélérer la disparition des plus petites exploitations au profit d'une agriculture locale et biologique industrielle, capable d'absorber le choc des lourds investissements que ces mises aux normes impliquent. Sans plus de surprise, la ZAD normalisée a suivi la même pente.

D'autres, parfois les mêmes, sont allés plus loin en appelant à *suspendre la lutte* le temps de l'épidémie. Une tribune diffusée simultanément sur Lundi matin, Médiapart, Reporterre, Bastamag, Politis, Mouvement, Regards, Rapports de force... c'est-à-dire toute la fine fleur de la « gauche radicale », et signée de sociologues, philosophes, syndicalistes, artistes, antinucléaires, c'est-à-dire toute la crème de l'intelligentsia qui l'accompagne, appelle quelques jours seulement après l'annonce du confinement à rejoindre le groupe Covid-entraide France, pour organiser l'entraide d'une part et se préparer à organiser la lutte contre un monde devenu définitivement irrespirable d'autre part... mais après le confinement. Le tout « *en restant chez nous pour le moment, mais dans la rue dès que possible* » « *Le Covid-19 rend indispensable, pour l'heure, leur confinement. Mais révoltés ou confinés, nous mourrons d'un système qui recherche le profit et l'efficacité et pas le soin, le pouvoir et la compétition et pas l'entraide. (...) Nous appelons donc à renforcer la solidarité et l'auto-organisation pour faire face à la pandémie et la crise systémique, partout où c'est possible, sous toutes les*

ministère de la santé et l'Autorité Régionale de la Santé (ARS) d'île de France transmettent ainsi dès le 19 mars, des recommandations pour limiter le nombre d'admission des personnes les plus fragiles, davantage susceptibles de succomber à l'attaque virale, en cas de surcharge des services. Toujours, la même logique froide et cynique qui consiste à trier les malades en fonction de leur probabilité de survie. Face au malaise, les autorités feront marche arrière, mais les personnels de réanimation seront dans certaines régions contraints à ce genre de choix morbides. Durant cette période, la politique de réduction drastique des moyens ne s'interrompt pas, puisque l'ARS continue de préconiser des suppressions de lits notamment dans l'est de la France.

Exemple même de la volte face et de prescripteur d'injonctions paradoxales, Michel Cymes, médecin star des plateaux de télévision, peut ainsi décréter le 10 mars que le Coronavirus « *reste une maladie virale comme on en a tous les ans [...] Il y a moins de risque [qu'en Italie], on est mieux préparés et puis je ne crois pas qu'un jour on va mettre toute la France en quarantaine* » et, sans honte, se presser après le 17 mars, sur les mêmes plateaux, pour nous prescrire le nouveau remède gouvernemental du confinement. Au passage, c'est nous qui, n'ayant pas consciencieusement appliqué les gestes barrières contre cette « mauvaise grippe », devenons *responsables* de la situation.

Ce qui s'organise c'est le *spectacle* d'un monde sous contrôle, d'une guerre d'autant plus nécessaire qu'il faut limiter en urgence et dans la plus parfaite cacophonie la possible paralysie de l'économie et d'infrastructures hospitalières qui ne sont plus en mesure de faire face.

La situation est d'autant moins sous contrôle que les experts eux-mêmes sont incertains. Le virus est inconnu, sa manière d'agir et sa virulence restent à analyser. Les réponses à apporter à la maladie sont restreintes, et parfois sujettes à controverse, notamment pour la Chloroquine. Les doutes sont identiques sur la contagiosité du virus, sur sa mortalité réelle. Bref, si les experts ne sont pas ignorants, ils et elles ne savent pas tant de chose qu'ils et elles cherchent à en donner l'impression.

C'est caractéristique de l'expertise qui conduit à réduire une science qui n'est jamais théoriquement certaine de ses avancées, toujours consciente de ses propres lacunes et soucieuse du néces-

saire dépassement de ses connaissances, à une expertise qui doit produire des affirmations immédiatement et pratiquement mobilisables pour répondre à la situation. Ce que les sociologues nomment la *surdétermination des experts*.

Au cœur de cette gestion experte des crises, il y a la statistique et la prédiction. Cette vision statistique née avec la gestion moderne des épidémies de masse, en même temps qu'elle s'est perfectionnée, s'est également de plus en plus déréalisée et réifiée. Les épidémies sont scrutées à l'aide de *modèles prédictifs* qui, loin de rendre compte de la complexité du réel, en offrent une vision réduite à quelques facteurs élémentaires. La mesure quantitative d'un certain nombre de paramètres observés in situ, sert à calibrer un modèle numérique qui calcule les effets conjugués de ces paramètres, pour développer des prédictions sur le devenir de l'épidémie.

L'épidémiologie, comme l'infectiologie s'en remettent de plus en plus à cette *modélisation* du réel. En matière de nucléaire, par exemple, un excès de leucémies infantiles découvert en 1995 autour de l'usine de retraitement de La Hague et de la centrale nucléaire de Flamanville a pu être contredit quelques mois plus tard par un modèle prédictif. Puisque les quantités de radioactivité restaient inférieures aux normes en vigueur, elles ne pouvaient, selon le modèle, n'être que le fruit du hasard. Que dans le monde réel, des enfants soient confrontés à d'autres agents cancérigènes ou des éléments accélérant la maladie inconnus ou sous-estimés, que les normes puissent avoir sous évalué le risque, bref que le monde réel soit toujours plus complexe que ce que le modèle peut prédire, tout cela est effacé.

Cette *modélisation du monde* qui accompagne l'évolution de nombreuses sciences construit un monde *sur mesure*, réductible à des données, laissant le réel filer entre ses doigts. C'est pourtant elle qui préside aux prises de décision essentielles. Comme dirait l'autre, dans ce monde renversé, « *le vrai est un moment du faux* », souvent soumis aux intérêts et aux préjugés des auteurs du modèle, transformés en *Nostradamus sous dépendance technologique*. Ces chercheurs étant le plus souvent conduits, par réductionnisme, idéologie ou intérêt, à trouver ce que la situation ou leurs financeurs leur commande de trouver.

L'aspect chaotique de la gestion du Covid-19 fait par ailleurs écho

permis de nouer des contacts, d'informer des travailleurs et des travailleuses sur leurs possibilités de faire grève ou d'exercer leur droit de retrait, et aussi « populaires » qu'elles aient pu être, n'ont jamais visé à subvertir ces nouveaux rapports sociaux qu'Etat, capital et autorités médicales tentaient d'imposer. Elles ont même parfois, sans doute au corps défendant de leurs initiateurs et initiateuses, contribué à les renforcer.

Si l'entraide et l'attention aux autres sont primordiales pour résister au rouleau compresseur destructeur que la crise et sa gestion ne manquent pas de faire rouler sur nos sales trognes plébéiennes, il apparaît nécessaire qu'elles ne viennent pas renforcer des dispositifs ou des rapports sociaux qui en perfectionnent par ailleurs les rouages.

La véritable question étant alors, comment développer ces formes de résistances et d'entraides souhaitables, capables de remettre en cause l'emprise quotidienne de l'économie sur nos vies, tout en conservant l'ambition pratique qu'elles servent à subvertir ce vieux monde ? Comment éviter que ces formes d'entraide n'aient pas pour vocation essentielle de servir de pansement aux dégâts générés par la crise en cours, mais visent bel et bien à subvertir, par la solidarité immédiate, et l'attaque des mesures d'urgence qui renforcent la domination et l'exploitation, ce vieux monde fait de désastres et d'agonies ?

A Caen, cette entraide s'est entre autres exprimée par la mise en place d'une fiche-conseils. Outre quelques rappels de prudence face à la société de contrôle numérique qui se déploie et une critique de l'instrumentalisation de la pandémie à ces fins, cette fiche éditée et distribuée par des anciens et des anciennes du squat du Marais, qui accueillait encore il y a quelques mois quelques centaines de migrant-e-s, condense quelques contacts et conseils. Pêle-mêle, on trouve le contact du syndicat SUD pour les conseils sur le droit du travail, d'associations comme le Plannig familial ou d'avocats contre les violences conjugales, le contact bienvenu du CROC— collectif anti répression caennais. La fiche y ajoute également le contact de toutes les associations humanitaires du coin pour les aides alimentaires, comme La Croix Rouge dont l'intervention cogestionnaire dans la machine à expulser les sans papiers n'est plus à rappeler. Cerise sur ce gâteau indigeste, pour les informations, la fiche nous conseille l'équipe de Racailles dont une majorité de per-

pliant les outils de mesures de la radioactivité : pour vivre avec le virus, les brigades nous apprennent à autogérer nos vies sous contrainte sanitaire, mais *une vie sous contrainte sanitaire populaire*.

Ce milieu, se réclamant pourtant du matérialisme, doit croire au pouvoir performatif des mots. Populaire ou communautaire sont devenus des mots magiques, qui défont les rapports sociaux ou les pratiques que les mots qui les précèdent entretiennent d'habitude. Une police communautaire ou populaire n'est pas une police, une démocratie populaire n'est pas une démocratie expropriatrice, la justice populaire n'est pas une justice répressive, etc.

Elles ne mentent en rien lorsqu'elles annoncent vouloir donner une trajectoire *politique* à des pratiques sociales d'entraide déjà existantes et dispersées. Leur intervention s'inscrit bien dans une perspective gestionnaire, se construit comme un élément de ce qu'elles nomment la « *genèse d'un contre-pouvoir effectif* », et cherche à rassembler sous une même bannière un ensemble de pratiques sociales autonomes, pour leur donner une existence formelle, unifiée, « publicisable » et gouvernable. La mise en spectacle des activités devient primordiale pour récolter des dons, la langue de bois de la politique la plus classique se substitue à tout retour critique. Ce sont en fait, sous couvert d'entraide et de survie, et sans doute porté par les meilleures intentions du monde, les vieilles ficelles de la Politique qui sont remises au goût du jour. Les brigades entendent *représenter* les classes populaires, travaillent pour elles, et leur transmettent leurs propres *modes de vie sous contrainte sanitaire*.

Ce nouveau milieu radical, obsédé par les *pratiques collectives* et les *réalités matérielles*, par le commun et la rencontre plus que par l'individualité et la liberté, s'est refusé à voir c'est que le temps du confinement et du déconfinement implique, autant que de nouvelles conditions d'existence encore plus précarisées, la fabrication de nouveaux rapports sociaux, dont la distanciation sociale, la mise en mesure du monde et des vies et la mise aux normes des espaces de travail sont quelques symptômes parmi d'autres. Ces rapports ne sont pas neutres, mais s'inscrivent dans des rapports au monde, à la technologie et à la médecine marqués par une histoire de domination et d'exploitation, qui font partie intégrante de notre aliénation et de notre dépossession.

Et malheureusement, ces interventions, si elles ont sans doute

à l'histoire de la gestion des pandémies. Puisque chaque nouveau virus met en jeu de nouvelles manières d'opérer et de se disséminer, autant liées à ses caractéristiques biologiques qu'aux conditions sociales de son apparition et de son expansion. Il a fallu bien des années aux médecins pour comprendre comment la peste se propageait, pour mettre au point des stratégies véritablement efficaces pour l'éradiquer. Il en faudra également sans doute quelques unes à nos chercheurs pour comprendre la nature réelle de cette nouvelle maladie, et si nécessaire répondre à la situation. Souvent d'ailleurs la complexité des virus échappe à la science elle-même, et les raisons de leur disparition restent un mystère.

Au milieu de cette crise sanitaire, le corps scientifique et médical est par ailleurs extrêmement divisé. Il est d'autant plus divisé qu'il est traversé *d'intérêts contradictoires*. Laboratoires scientifiques, écoles de pensée et médecins hospitaliers défendent parfois leurs propres intérêts, soit pour valoriser le produit de leurs propres recherches, soit parce qu'ils et elles sont pris dans des mécanismes idéologiques qui les éloignent de la réalité, soit parce qu'ils et elles sont confrontés à leur propres peurs. Ce qui est clair, c'est qu'il est impossible de dégager un consensus sur la manière de répondre à la situation.

Les experts scientifiques qui se bousculent dans le *Conseil Scientifique* dont le pouvoir politique ne manque pas de s'entourer dans ce moment de panique sont infectiologues, épidémiologistes, modélisateurs, virologues, ainsi que les dorénavant inévitables sociologues et anthropologues, chargés de travailler notre acceptation sociale. On y trouve également pour faire bonne mesure une réanimatrice et un généraliste.

Le conseil scientifique produit des avis, mais le pouvoir politique, s'appuyant sur les données économiques et ses impératifs propres, arbitre les décisions définitives. Richard Lizurey, ancien directeur général de la gendarmerie nationale, conseille quant-à-lui, sous l'autorité du premier ministre, les missions de pilotage des structures liées à la gestion de la crise.

La gestion « militaire » du confinement est elle-même difficile à organiser au quotidien, tant l'Etat ne peut se permettre de quadriller l'ensemble du territoire, de punir chaque rétif et rétive à ce monde médicalement et policieusement administré. Rapidement gendarmerie et police sont contraintes de lâcher du lest à des tas

d'endroits, des déserts perdus aux cités HLM, non sans y produire à l'occasion une démonstration de force. Ces tentatives, aussi absurdes qu'inefficaces, d'imposer des retours à l'ordre sont d'ailleurs parfois l'occasion d'affrontements. Le tout sous l'égide de services eux-mêmes touchés par la pandémie, et parfois transis de trouille.

Alors, bien évidemment les amendes tombent, les peines également. Les flics s'en donnent à cœur joie sur leurs cibles préférées, les pauvres, les noirs, les arabes. Il y a des emprisonné-e-s, des passages à tabac comme pour cette femme voilée en banlieue ou ce type sorti de la Seine au cri de « *un bicot comme ça, ça nage pas* », et des morts, comme cette personne étouffée à Béziers. Mais ce qui assoit durablement et massivement la soumission à l'autorité, c'est bel et bien son *acceptation* par une large frange de la population.

Au quotidien, l'Etat impose chaotiquement et à vue une gestion sanitaire et militaire de la crise, menée en temps de pénurie hospitalière et soumise aux impératifs économiques. De grands industriels sont même obligés de venir à la rescousse, en achetant des stocks de masques.

— Cette gestion chaotique, mise à part sa gestion hospitalière mortifère, est à bien des égards préférable à une gestion efficace, — puisque les intérêts de l'Etat et des autorités sanitaires ne sont pour l'essentiel, même en ces temps épidémiques, pas les nôtres.



RAOULT, RAOULT, RAOULT...

CHAQUE ÉVÈNEMENT FABRIQUE SA CREATURE médiatique, empruntant souvent la figure du rebelle. Pour la canicule de 2003, il s'agissait de l'urgentiste Patrick Pelloux, qui quelques années plus tard défilait aux côtés des plus grands criminels d'Etat au son de « *Je suis Charlie* ». Cette fois, c'est l'infectiologue et professeur de microbiologie Didier Raoult, l'un des éminents chercheurs invités à apporter leurs éclairages avisés au pouvoir dans le Conseil Scientifique.

Mais c'est son implication active et iconoclaste dans l'Institut Hospitalo-Universitaire (IHU) Méditerranée de Marseille, dont il est l'un de initiateurs, qui va lui conférer sa notoriété médiatique.

liaires des services municipaux, en participant, en liaison avec les autorités locales et en bénéficiant de leurs infrastructures, à des distributions de nourriture, des livraisons de courses, de masques. Bref, ces brigades, dans la plus pure tradition des désobéissants italiens, ont derrière un discours d'antagonisme avec le capital opéré en toute complicité avec le pouvoir, et principalement joué les supplétifs d'autorités municipales débordées. A aucun moment ces brigades n'ont remis en cause les contraintes sanitaires que l'Etat italien et les autorités locales mettaient en place. Elles ont même propagé une obéissance servile aux injonctions sanitaires qui se déployaient.

En France, des brigades se sont créées à l'identique dans certaines villes comme à Nantes ou Paris. Moins institutionnalisées, elles ont également distribué de manière plus autonome des repas, des masques aux « *premières lignes* ». Reprenant le vocabulaire guerrier du pouvoir, elles ont cherché, tout en s'en défendant, à pallier sous la forme de l'autodéfense populaire les manquements de l'Etat et des institutions. Elles ont ainsi distribué des masques à des employés de la grande distribution, vigiles compris, palliant à cette occasion, comme lors de distributions à des postiers ou des éboueurs, les insuffisances de leurs employeurs. Pour ne pas propager le virus, ces brigades ont appliqué et propagé à *la lettre* les recommandations des autorités sanitaires.

Si dans leur texte de présentation, elles ont stigmatisé la manière dont l'Etat profite de la crise pour affiner et déployer de nouvelles technologies de contrôle social, c'est pour lui opposer une autre manière, plus douce et alternative, de gérer la crise sanitaire. Cette fois non dans l'intérêt de l'oligarchie, mais dans celle de la classe qu'elles sont censées défendre, et dont les vigiles semblent donc faire partie : le prolétariat.

Si la protection sanitaire, qui s'est ainsi exercée, a sans doute bénéficié aux quelques personnes rencontrées, on a du mal à saisir en quoi elle peut être antagonique avec les intérêts de l'oligarchie qui est censée les employer.

Ce faisant, elles ont déployé à leur maigre mesure une *alter-gestion du désastre*, une autre gouvernance sanitaire, pseudo-autogérée, de la crise. Elles ont répondu au même appel à la responsabilité auquel les organisations écologistes ont répondu dans un Japon meurtri après la catastrophe de Fukushima en multi-

sommes comme des choses, quantités mesurables, « sauvables » ou « exposables » selon leurs finalités propres, le plus souvent soumises aux critères de l'économie.

Pourtant, en ces temps de pandémies, cette promesse d'une *survie sous contrainte sanitaire* trouve étrangement preneurs, même parmi de fervents défenseurs et de ferventes défenseuses de la subversion de ce vieux monde.

En ces temps d'appel à la soumission durable, des révolutionnaires ont opté à juste titre pour *l'entraide*, en organisant des distributions de repas, en soutenant des compagnons et compagnes en galère. La situation s'annonçait et s'annonce toujours plus dure pour les plus démunis et les plus isolés. L'entraide, si chère à Piotr Kropotkine et aux anarchistes, est redevenue effective à des tas d'endroits où l'atomisation était parfois la règle, ou s'est juste offerte une nouvelle occasion de se manifester là où elle existait déjà. La période du confinement a parfois été, en même temps qu'un temps d'isolement imposé, un moment de rencontres entre voisins proches, d'entraide et d'échange, de résistance aux logiques de contrôle social, de suspension du temps de la marchandise et du travail et ce bien au-delà des seuls cercles militants ou radicaux.

Ce ne sont pas seulement les villes qui ont repris un peu souffle une fois les nuages de pollution dissipés, nous avons également retrouvé le goût d'échapper à la routine qui étouffe nos vies : le travail, les transports en commun, les contrôles Pôle emploi ou CAF... Mais ce souffle retrouvé se payait le prix cher, celui du confinement et d'une dépossession accrue. Un confinement dont le prix à payer était plus cher pour les plus isolés ou les confinés de toujours, ceux et celles qui survivent enfermés entre quatre murs, en centre de rétention, en HP ou en cabane.

Dans les milieux militants, l'intervention individuelle ou collective s'est le plus souvent limitée à cette solidarité essentielle, se bornant même parfois à organiser des espaces *safe* pour les amis et les camarades, et surtout, même si c'est en s'en défendant, en se substituant trop souvent à l'État et aux défaillances des humanitaires.

Des *brigades de solidarité populaires* ont ainsi répondu à l'appel de militant-e-s milanais. Là-bas des militants, principalement issus de la mouvance désobéissante, ont joué les vaillants auxi-

Alors que le gouvernement se débat avec la pandémie, il prescrit avec ses collègues des tests en masse, distribue à de nombreuses personnes atteintes par le virus des antibiotiques et de l'hydroxy-chloroquine, un médicament déjà utilisé notamment dans le traitement du paludisme. Dès février, une étude avait révélé que l'hydroxy-chloroquine pourrait endiguer l'impact du Coronavirus. Des études cliniques chinoises confirment une tolérance acceptable au traitement. Didier Raoult et ses équipes décident donc de l'administrer et de poursuivre l'étude de ses effets. Les résultats de l'institut leur apparaissant probants, ils communiquent donc et publisent leurs travaux, commencent à généraliser les tests et les traitements. Les files d'attente s'allongent devant l'institut adossé à l'hôpital de la Timonière. Celui qui craint comme la peste la peur et la panique, incarne soudainement son antidote sur ordonnance, et devient pour de nombreux patients et de nombreuses patientes une sorte d'oracle.

Rapidement, les autorités sanitaires remettent en cause les conclusions des équipes de l'IHU. L'étude des équipes Raoult ne présenterait pas toutes les garanties. Les critiques pointent le manque de certitudes sur les effets réels de la molécule sur le virus, et le fait que l'éventualité d'une aggravation de la maladie par le traitement ne puisse être écartée par cette étude, jugée incomplète. Quant à l'hydroxy-chloroquine, elle a été classée quelques mois plus tôt, après plus de 55 ans de service, dans les substances vénéneuses, ce qui réduit ses conditions de prescription. Ce sont ses effets secondaires parfois nocifs qui sont alors en cause. Pour autant, sa prescription demeure toujours possible en service hospitalier.

Au fil des semaines et d'une longue polémique avec de multiples institutions médicales dont l'INSERM, le docteur Raoult s'auto-désigne comme le tenant d'une médecine de guerre, aux prises avec une technocratie médicale, incapable et ignare, totalement sous l'emprise de la marchandisation de la santé. Dans de longs entretiens, il explique que deux grands modèles s'affrontent dans cette crise. D'un côté une recherche technocratisée, rompue de protocoles et liée aux grands laboratoires chercherait sans cesse à développer de nouvelles molécules, à la fois par idéologie progressiste et pour les rentabiliser dans de nouveaux brevets. De l'autre, une médecine de terrain, plus pragmatique, qui doit faire face au soin,

s'appuierait dans l'urgence sur l'existant. C'est à cette seconde médecine que Raoult affirme appartenir.

La première s'enfoncerait dans une fuite en avant technologique, même plus questionnée, inventant de nouvelles molécules, potentiellement un peu moins toxiques que celles qui les ont précédées mais aux bénéfiques peu perceptibles, sauf pour les laboratoires pharmaceutiques. Elle serait pétrie de ce que l'anthropologue suisse Jean-Dominique Michel nomme « *la bêtise technologique* », et serait incapable, face à l'urgence de la situation de crise, de répondre empiriquement et efficacement à la situation. La seconde qui gagnerait du terrain chercherait à s'appuyer sur des médicaments déjà utilisés pour d'autres pathologies, développerait une médecine empirique et pragmatique. Raoult appuie son argumentaire sur l'augmentation de l'espérance de vie dans les pays émergents, orientés par nécessité économique sur cette seconde voie, là où la durée de vie moyenne stagne dans nos pays hautement industrialisés. La recherche pharmaceutique ne serait plus que marginalement en mesure d'inventer des molécules réellement performantes, là où les molécules déjà existantes seraient elles en mesure de répondre, à l'image de l'hydroxy-chloroquine, à de nouveaux besoins.

Notons au passage que la théorie de l'éminent professeur passe sous silence la possibilité que les raffinements industriels de nos chères civilisations, avec leurs lots de cancers et d'infections nouvelles, sont peut-être à l'origine de cette stagnation de l'espérance de vie. Et que par ailleurs, dans l'ensemble des métropoles de la planète, les modes de vie tendent à s'uniformiser, et avec eux l'espérance de vie. Comme disait l'autre : « *Les capitales sont toutes les mêmes devenues* ».

Aux yeux de Raoult, c'est également à une *médecine de guerre* que la pandémie commande de recourir. Face à la menace de la mort, l'épidémie impose sa propre temporalité, contraint à faire des choix rapides, impose de réduire les protocoles. Dans un message sur Twitter du 20 avril, ce fils de médecin militaire cite même le maréchal Foch : « *les règlements c'est bon pour l'exercice, mais au moment du danger, il faut autre chose.* » Dans ce contexte de guerre contre l'épidémie, il envisage les réglementations sanitaires comme des freins, des obstacles qui viennent alourdir le travail des équipes médicales.

niers et prisonnières. L'achat massif de lacrymogènes et de drones pendant la période de confinement confirme que le ministère de l'intérieur anticipe sans doute une intensification de la crise économique en cours et que le gouvernement craint que des révoltes n'éclatent.

Aux Etats-Unis, où le chômage a bondi à son taux le plus élevé depuis la grande dépression des années 30, des émeutes ont éclaté dans plusieurs villes suite l'assassinat de Georges Floyd par la police. Des explosions sociales secouent de nouveau le Liban ou le Chili, et de nombreuses prisonniers et prisonnières se sont soulevés sur l'ensemble du globe. Ici, le pouvoir craint sans doute qu'à l'identique la situation déjà explosive depuis quelques mois ne vienne à nouveau à s'embraser.

Inutile de préciser que face à toute nouvelle épidémie de masse, les vies des indésirables qui peuplent prisons et centres de rétention, des forçats du travail qui s'entassent dans des usines sordides ou des tafs infects, des « improductifs » parqués dans des hôpitaux psychiatriques ou les EPHAD ne vaudront pas plus chères que ces derniers mois.



PRÉCIS DE DÉCOMPOSITION.

LA SOUMISSION À L'AUTORITÉ et surtout à l'autorité médicale ou scientifique est rarement dénoncée par les enfants perdus de la militance radicale. D'autant plus qu'en bon-ne-s apprenti-e-s gestionnaires, certain-e-s aspirent à en prendre leur part dans la société future. Bakounine était déjà bien seul en 1872 face au socialisme scientifique de Marx et ses disciples, pour s'opposer aux positivistes, lorsqu'il fustigeait le *gouvernement des savants*.

Il nous faut définitivement admettre, sauf à souscrire au délire transhumaniste, que la technique, la science et l'Etat ne peuvent pas en finir avec la mort. Ils peuvent juste, souvent selon les macabres critères de la rationalité capitaliste, d'Etat ou privée, en reculer l'échéance et en adoucir le terme, administrer cette échéance, le plus souvent en traitants les patients que nous

adopté, peut-être de manière mensongère, et assurément par opportunisme politique, des accents protectionnistes qu'on ne lui connaissait guère. Ceci augure peut-être d'un retour du *patriotisme économique* et du *protectionnisme*, que la crise du pétrole de schiste, opposant les grandes industries du pétrole, soutenues par les Etats pétroliers, a remis au goût du jour.

A noter, que contrairement à ce que les tenants de la disparition des Etats-nations au profit de l'Empire et de la mondialisation n'ont cessé de propager, les Etats n'ont jamais disparu. Ils ont continué de jouer un rôle essentiel dans la politique énergétique apportant un soutien décisif à de grandes firmes nationales dans des secteurs stratégiques. La France n'a jamais interrompu, sous une forme néo-coloniale, ses interventions militaires en Afrique pour soutenir les intérêts d'ELF ou d'AREVA.

Par ailleurs, là encore à l'encontre de certaines idées reçues, la main d'œuvre prolétarisée reste en France primordiale pour faire tourner l'outil de production et le pays, d'autant plus que, contrairement à ce que la propagande patronale laisse entendre, la productivité du travail reste ici très forte. Là encore des évolutions conséquentes de la cybernétique sont en cours, et devraient augmenter encore significativement cette productivité. Le développement d'une nouvelle génération de robotique pilotée sous intelligence artificielle, d'outils connectés et d'un nouveau management impersonnel soumis à des algorithmes contrôlant les faits et gestes des ouvriers et des ouvrières en temps réel, devrait contribuer à intensifier l'exploitation des petites mains corvéables à merci. Le télétravail et l'ubérisation devraient de leur côté de plus en plus concourir à leur atomisation.

Aussi primordiale qu'elle puisse être pour faire tourner l'économie, cette main d'œuvre prolétarisée n'en est pas moins interchangeable dans ce monde de chômage de masse et de déqualification de son travail. Cette société produit une masse de travailleurs et travailleuses qui deviennent donc le plus souvent surnuméraires.

L'achat en masse de matériel sécuritaire et la construction en cours de nouvelles prisons visent à prévenir les révoltes individuelles ou les explosions collectives que la paupérisation de millions de crève-la-dalle promet, non sans transformer ces espaces d'enfermement en marchés juteux. L'économie chinoise se nourrit ainsi de la mise au travail forcé d'une bonne part de ses prison-

Dès 2003, Raoult, alors conseiller du ministre de la santé Jean-François Mattéi, fustigeait déjà dans un rapport une caste d'experts de réseaux qui emmène droit dans le mur la recherche en infectiologie, et les services hospitaliers. Tout est géré en urgence, sans anticipation. Il ne dit pas grand-chose d'autre aujourd'hui : « *Au total, le pays a montré ces dernières années une capacité limitée à gérer les problèmes infectieux, ce qui entraîne qu'il est un des moins bien préparés à un problème d'épidémie massive* ».

La santé obéit globalement à des impératifs économiques, notamment ceux que les grands laboratoires pharmaceutiques font peser sur la santé publique. Les conflits d'intérêts qui habitent nombres de responsables d'organismes, d'experts ou de dirigeants de centres hospitaliers sont aujourd'hui de notoriété publique. Le couple Agnès Buzyn, ex-ministre de la santé, et Yves Lévy ex-directeur de l'INSERM, proches du pouvoir, a cristallisé pas mal de critiques, parfois teintées de complotisme ou d'antisémitisme. Mais ce qui est certain c'est que la proximité qui existe entre le pouvoir politique et les grands organismes d'Etat, ce couple l'incarne durant de longs mois d'exercice du pouvoir. Et Didier Raoult, en conflit avec l'INSERM et Yves Lévy sur leurs visions respectives de la recherche et du soin, ne peut dès lors qu'incarner à son tour la résistance à ces conflits d'intérêts.

Parmi les chercheurs et chercheuses qui montent au créneau contre Raoult, on en trouve d'ailleurs quelques-un-e-s qui ont des intérêts financiers communs directs avec des laboratoires pharmaceutiques en concurrence avec l'hydroxy-chloroquine sur le marché du soin anti-Covid. Mais l'IHU a lui-même des liens privilégiés avec deux financeurs : BioMérieux qui produit des tests de dépistage du Covid-19, tests prescrits à l'IHU, et Sanofi qui produit le Plaquenil, un générique d'hydroxy-chloroquine.

Face à la polémique, Raoult se fait de plus en plus offensif et prend ses distances avec le Conseil Scientifique qu'il ne quitte pas pour autant. Il continue, un pied dehors, à essayer de convaincre le pouvoir des bienfaits de son traitement. Emmanuel Macron rend même une visite très médiatique à l'Institut Méditerranée en pleine crise.

Guère étonnant au vu de ses combats contre l'establishment scientifique, que Didier Raoult soit devenu en quelques semaines le héros des populistes souverainistes de tous bords. S'ils et elles

se sont empressés de le choisir, c'est tout d'abord parce qu'il peut être pris, à tort, comme un ennemi de la financiarisation de l'économie, et de la marchandisation de la santé. La médecine pragmatique de praticiens qu'il est censé représenter et qui privilégie des médicaments déjà existants semble s'opposer à la médecine soumise aux intérêts marchands des grands laboratoires pharmaceutiques.

Son opposition toute relative aux institutionnels entretient également la confusion. Pour ces souverainistes, perclus d'idéologie, parmi lesquels quelques Gilets Jaunes, il devient la figure persécutée de la résistance à l'oligarchie macroniste. Et ce d'autant plus que quelques médias faussement « dissidents » font sa promotion. Son ralliement récent au nouveau journal souverainiste de Michel Onfray, Front Populaire, cherchant à réconcilier les souverainistes de droite et de gauche, de Chevènement à De Villiers en passant par Jacline Mourraud, autour de la question de la souveraineté, de la Nation, montre de quel côté notre cher professeur se place.

Pourtant, Didier Raoult est loin d'être l'indéfectible résistant à l'oligarchie que certains tentent de nous présenter. Le centre de recherche en infectiologie qu'il dirige, l'IHU méditerranée infections, est d'ailleurs un de ces pôles de soin et de recherche hybridant intérêts publics et privés, qui vise la rentabilité et la renommée en multipliant les publications scientifiques et les projets de recherche. Ces derniers visent à attirer les fonds publics et privés, à se rendre attractif pour les chercheurs et chercheuses de pointe du monde entier, et comme l'indique son texte de présentation à « *développer des interactions particulières avec des partenaires industriels nationaux et régionaux* ».

L'IHU établit ainsi des partenariats avec des organismes visant à valoriser son travail de recherche, participe à la création de start-ups et y investit des parts. Certaines d'entre elles sont en lien avec l'industrie militaire. Il est d'ailleurs l'un des seuls sites de ce type à dégager des bénéfices en France. Les méthodes de management des salarié-e-s y sont également, comme dans de nombreux services hospitaliers, brutales.

Dans le conseil d'administration de l'IHU, on trouve l'ancienne Ministre socialiste de la recherche Geneviève Fioraso, l'ancien ministre centriste de la santé Philippe Douste-Blazy, ainsi que les

à accentuer la mise sous contrôle des populations administrées et à pacifier la situation. Cet événement et la possible multiplication des crises épidémiques dans les prochaines années doivent nous pousser à creuser la critique révolutionnaire de l'intervention de l'Etat thérapeutique, de son intrusion au nom de la médecine et de la santé collective dans des sphères de plus en plus intimes de nos vies.

En ce qui concerne l'investissement de l'Etat dans la sphère médicale, les signes sont contradictoires. Si la gestion en flux tendus de stocks de matériel de protection, de tests et la relocalisation d'une bonne part de la production seront sans doute à l'ordre du jour pour mieux maîtriser l'apparition et la propagation d'épidémies dans les mois à venir, la politique libérale de réduction du nombre de lits dans les services hospitaliers n'a pas été freinée, alors même que l'épidémie frappait de plein fouet le pays.

En matière de santé publique, la priorité ne vise pas tant à sauver des vies que de protéger l'économie à travers un système de prévention et de contrôle des populations afin de juguler au mieux la propagation de la maladie sans gêner le bon fonctionnement de l'appareil de production et la consommation. L'investissement dans la télémédecine, soutenu par la mise en place de la 5G, ou dans la robotique médicale annonce également une nouvelle diminution des budgets au profit d'une médecine de plus en plus déshumanisée, concentrée dans les métropoles, et au détriment de la qualité des soins, surtout pour les plus pauvres.

Dans le même temps, des investissements conséquents dans la pharmaceutique, la médecine génétique ou l'artificialisation de l'humain continueront d'être opérés, pour générer des bénéfices, soigner les plus riches, et continuer la même fuite en avant dans la gestion technologique et scientifique des dégâts générés par cette même technique et cette même science asservies au capital et à l'Etat. Des industriels, comme le géant du nucléaire ORANO, ont ainsi pu investir dans le nucléaire médical, pour soigner les cancers auxquels leur industrie de mort contribuait à sa juste mesure.

Quelques inflexions ou évolutions de l'appareil de production seront sans doute accélérées par la situation, comme la relocalisation de certaines industries, d'une partie de l'agriculture, la sécurisation sanitaire d'industries, la mise en place du télétravail ou l'ubérisation accentuée de la main d'œuvre. Le gouvernement a même

élèves les règles de distanciation sociale et d'hygiène sanitaire préconisées par le pouvoir. Le moindre cas répertorié donne lieu à des tests généralisés, voir des mises en quarantaine. L'école devient le lieu d'apprentissage de cette vie sous contrainte sanitaire, avec ses recommandations à appliquer, son gel hydro-alcoolique à l'entrée, son port du masque obligatoire, son discours formaté à diffuser, ses mômes parqués dans certaines cours de récré, son pistage des réfractaires... Ce meilleur des mondes sous contrainte sanitaire dévoile surtout à cette occasion toute son absurdité.

Cette expérience du crédit social se déplace parfois jusque dans les replis des relations inter-individuelles. Le soupçon d'irresponsabilité remplace la notation du crédit, le regard de l'autre l'algorithme. Il en faut parfois peu - une toux, des glaires, ou une petite fièvre - pour se retrouver confiné durablement sur une liste noire.

Ces premières semaines de déconfinement laissent également entrevoir certaines possibles évolutions ou mutations du système économique. C'est tout d'abord, l'intervention de l'Etat dans l'économie qui fait non pas son retour, puisqu'elle n'a jamais cessé depuis des années, mais qu'elle été orientée vers le soutien des intérêts des plus grosses entreprises.

A l'occasion de la crise, elle est réorientée, généralisée et renforcée. Des fonds sont débloqués en urgence, creusant la dette Covid, pour soutenir nombre d'entreprises. Certains commerces sont ainsi soutenus avec la mise au chômage technique des employés et parfois du patron. Des plans d'emprunts sont suspendus jusqu'à la reprise d'activité. Les grandes entreprises sont elles aussi soutenues. Des miettes sont également distribuées aux détenteurs et détentrices des minima sociaux. En Espagne, un revenu universel est mis en place.

Doit-on pour autant s'attendre à un retour de l'Etat providence et nous préparer à une mutation profonde des règles du jeu économique ? Il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives, tant cette réorientation et intensification de l'intervention de l'Etat est liée à la situation de crise et vise, une nouvelle fois, à sauver l'économie d'un effondrement plus critique. Cette intervention devrait donc rester éphémère mais pourrait également s'imposer plus durablement si la crise dure.

Ce qui semble clair, c'est que l'Etat social, comme toujours, en même temps qu'il organise la redistribution économique, travaille

réseaux gaullistes avec le président de la région Renaud Muselier. Une partie d'entre eux et elles se sont précipités pour lui apporter leur soutien dans la polémique en cours. Une partie seulement, tant les soutiens, parfois inattendus pour un adversaire de l'oligarchie financière, se sont bousculés. On a ainsi vu Bernard Arnault, propriétaire du très droitier et libéral *Les Echos*, où Raoult tient régulièrement une chronique, lui ouvrir ses colonnes, ainsi que les portes de certains des médias dont il est l'actionnaire principal. On a également observé *La Provence*, de Tapie, construire sa figure de héros local combattant l'establishment parisien. L'utilisation de la communication et des médias est un élément dont il a appris l'importance lors de sa participation au ministère Mattéi.

Le soutien d'une droite dure et libérale à Didier Raoult n'est sans doute pas sans rapport avec la volonté de ce courant d'appeler à une reprise rapide du travail et de l'activité. L'impact économique du confinement les incite, dans une logique sociale-darwiniste, à décrier une société transie de peur. Didier Raoult lui-aussi parle de sociétés incapables d'affronter la mort. L'émergence d'une molécule miracle sert leurs intérêts, celle du déconfinement et de la reprise massive de l'activité.

C'est assez drôle au passage de voir des Rioufol et autres Comte-Sponville, si peu soucieux d'habitude des opprimé-e-s, condamner les atteintes aux droits les plus fondamentaux que fait peser le confinement sur nos vies, et défendre la liberté... réduite avec moins de surprise à celle d'entreprendre.

Didier Raoult s'inscrit par ailleurs dans la lignée idéologique *des sciences et de la médecine utilitaires*. L'institut qu'il dirige travaille sur la médecine génétique, sur le séquençage du génome. Lui-même s'est rangé à plusieurs reprises dans le camp des climato-sceptiques. Sous ses relents critiques de la course infinie à la création de nouveaux médicaments, il reste un fervent défenseur de l'innovation scientifique et un détracteur de tout ce qui pourrait venir en freiner les progrès. Ce sont ces barrières technocratiques qu'il entend faire sauter, et son conflit avec Yves Lévy et l'INSERM, concernant entre autre l'autonomie de recherche des IHU, en est une des expressions.

Il demeure également pétri de l'esprit statistique des grands infectiologues. Le traitement de la maladie reste jaugé à l'aune de son rapport coût/bénéfice et la mort reste profondément soumise à

une *gestion statistique*. Les morts de ce coronavirus sont comptabilisés dans un décompte macabre à la hauteur des morts de maladies saisonnières, des accidentés de la route et des décès dus au tabac.

Notre cher docteur envisage également l'épidémie, à l'image de bien d'autres crises, comme une circonstance qui permet d'accélérer l'innovation médicale. Cette dernière aurait ainsi, pour lui, fourni l'occasion aux services de réanimation de se perfectionner. Ce qui est au passage contesté, au moins au niveau des modes d'intubations, particulièrement nocifs et destructeurs.

Il est aujourd'hui toujours aussi difficile de démêler le vrai du faux du poker menteur qui agite cette histoire de l'hydroxy-chloroquine, mais ce qui semble clair, c'est que l'occident semble effectivement offrir le plus lourd tribut à la pandémie. Les systèmes de prévention et de gestion des virus semblent y être dans un sale état d'une part, et l'hydroxy-chloroquine y a été peu prescrite en centre hospitalier d'autre part.

De nombreux généralistes et médecins n'ont par ailleurs pas hésité à prescrire en France le sulfureux remède, si l'on en croit la soudaine augmentation de ses ventes. Pas mal de personnalités y ont eu recours, ce qui dit peu de son réel apport thérapeutique, mais beaucoup de la publicité dont il a bénéficié.

Ce qui est également clair, c'est que sa mise au ban et les difficultés de prescription qu'elle a entraînées, représentent un vrai scandale au vu des risques limités que le médicament semblait laisser peser sur les malades. Le silence de nombreux médecins généralistes face à cette restriction du soin en dit une nouvelle fois long sur la soumission de nombre d'entre eux et elles aux autorités médicales les plus consensuelles.

Ce qui est également probable, c'est que cette question de l'hydroxy-chloroquine n'ait jamais été une priorité pour le gouvernement. Réduire le nombre de morts dans les EHPAD, les centres de rétention ou les taules n'était pas essentiel. La réelle priorité était de préserver l'économie d'un choc pandémique. Faute de masques et de tests, il ne restait que le confinement. Et faute de consensus médical clair, les autorités ont sans doute hésité à prendre la moindre responsabilité.

Il est par ailleurs envisageable, là-dessus le professeur Raoult et d'autres chercheurs ont sans doute raison, que le virus soit moins

totale à leurs dispositifs sanitaires. Ces derniers sont soumis à des considérations et des intérêts qui ne sont pas les nôtres, mais répondent aux besoins de ceux et celles qui nous dirigent.

L'ensemble de ces outils de contrôle s'aggrave non plus seulement pour déployer un contrôle policier ou pour accumuler un ensemble de données marchandisables, mais pour répondre à un *souci thérapeutique*, au nom de *l'Etat social*. Pour gagner en sécurité, ici sanitaire, il s'agit une nouvelle fois de rogner nos libertés les plus élémentaires, comme celle de refuser *une vie sous surveillance médicale généralisée*. Cette vie sous contrainte sanitaire et le contrôle qu'elle exerce au profit du capital et de l'Etat sont d'autant plus compliqués à défaire qu'ils s'exercent également pour nous prémunir de la maladie, voir pour les plus fragiles d'entre nous de la mort, et qu'ils s'imposent au nom d'une autorité bien plus légitime pour nombre d'entre nous que celle des gouvernements et des flics.

Cette vie sous contrainte sanitaire se prolonge au travail à travers la soumission à des protocoles. Cette extension de l'expérience du crédit social au crédit sanitaire gagne les lieux de travail à travers la notion de responsabilité individuelle, et parfois par la mise en place d'un appareillage technologique.

Dans le port d'Anvers, les ouvriers et ouvrières du second port d'Europe sont équipés de bracelets connectés qui préviennent tout manquement aux règles de distanciation sociale par un bip électronique. Dans ce monde sous contrainte sanitaire, le sort réservé aux prisonniers « relâchés » sous bracelets de télé-surveillance s'étend à chacun-e.

Au Crédit Agricole l'application COPASS classe les employés selon leur risque de contamination. Ceux et celles-ci sont amenés à répondre à un questionnaire censé mesurer ce risque. Ils et elles reçoivent ensuite un QR code qui leur permet de rester en télétravail, de retourner sur site en horaires alternés, dans une unité réduite, ou d'être encouragés à faire un test de dépistage...

Cette vie sous contrainte sanitaire gagne également les écoles qui ressemblent en ces temps de déconfinement, encore davantage qu'à l'accoutumée, à des casernes. A Varese, en Italie, les enfants d'une école ont été munis de bracelets connectés qui vibrent lorsqu'ils et elles enfreignent les règles de distanciation sociale et vérifient les contacts entre les petit-e-s. Plus archaïquement, les établissements scolaires ont rivalisé d'absurdité pour appliquer aux

compatibilité sur un site de rencontres. Le recueil de données médicales et sanitaires, que les applications en cours développent, participe à réduire encore les zones d'ombre.

En France, cette traçabilité ne se déploie pas uniquement dans l'univers numérique. Des *brigades sanitaires* complètent la panoplie. Des équipes, constituées entre autres de spécialistes de l'humanitaire, de téléconseillers, de travailleurs sociaux, appliquent les directives nationales autour de la détection des malades et de leur mise en quarantaine : « *Dans chaque département, nous constituerons des brigades chargées de remonter la liste des cas contact, de les appeler, de les inviter à se faire tester en leur indiquant à quel endroit ils doivent se rendre, puis à vérifier que ces tests ont bien eu lieu et que leurs résultats donnent bien lieu à l'application correcte de la doctrine nationale* ».

Il s'agit de retrouver la trace de toutes les personnes-contact des cas positifs. Ils sont ainsi 51 dans le Calvados à traquer les cas Covid recensés par les médecins généralistes et les hospitaliers dans le logiciel SIDEP, à les interroger, à faire remonter les informations à l'assurance maladie dans le logiciel Contact covid, à tenter de convaincre les dépistés et leurs contacts de rentrer en quarantaine chez eux et elles ou dans des hôtels déjà spécialisés dans l'hébergement d'urgence et la collaboration avec la machine à expulser.

Ces brigades prolongent le travail de recensement des malades entrepris dans les hôpitaux et par certains généralistes, rémunérés pour faire remonter les informations. L'Etat, bégayant les procédures d'internement psychiatrique d'office, a même un moment envisagé la possibilité d'une mise en quarantaine forcée en cas de refus réitéré de mise à l'isolement. Avec ces dispositifs, il s'agit d'appliquer le nouveau bréviaire de la contrainte sanitaire : *tester, tracer, isoler*.

En Belgique, à l'identique, un nouveau métier est né, « *traceur Covid* ». Des chômeurs et des chômeuses sont recrutés en CDD pour appeler les personnes testées positives et établir une liste de leurs fréquentations sur une période d'une dizaine de jours.

Comme ces membres zélés du Parti communiste en Chine officiant dans chaque quartier, ces brigades offrent un visage humain au contrôle social. Ils et elles quadrillent le territoire, vaillants auxiliaires d'une police sanitaire qui ne dit pas son nom. Ces flics en blouses blanches imposent au nom de la santé une soumission

virulent et mortel qu'annoncé. Mais finalement était-ce sa létalité qui préoccupait réellement le pouvoir ou plutôt sa propension à paralyser l'économie ? Le virus clouait au lit de longues semaines les malades, les rémissions étaient longues et épuisantes. Bref, le virus présentait une menace durable pour la productivité des travailleurs et des travailleuses, et c'était bien là sa létalité essentielle pour le pouvoir.

Ce que ce moment souligne surtout, c'est notre profonde dépossession en ces temps de soumission aux systèmes d'expertise de tous types. La médecine reste un *pouvoir* aux mains de savants qui n'ont pas forcément les mêmes intérêts que nous. Et comme tout pouvoir, il corrompt, pas seulement par l'argent. Dans toutes ces histoires, se cristallisent et s'affrontent parfois des intérêts complexes entre des fractions divergentes du capital et de la recherche, intérêts et enjeux dont nous sommes prisonniers, soumis à leurs cortèges d'experts, dépossédés.

Pourtant, le *spectacle* que ces experts nous offrent est celui, comme hier au moment de la peste ou de la variole, de leur relative impuissance. Surtout face à une épidémie dont la rapidité à se répandre dans le monde n'a pas de précédents.



DE L'INCONVÉNIENT D'ÊTRE CONFINÉ.

C'EST BIEN DANS LA LIGNÉE de la *médecine utilitariste moderne*, elle-même héritière des quarantaines et des ordonnances de peste du XV^{ème} et XVI^{ème} siècle, que nos régimes réagissent aujourd'hui. Non sans tensions et rapports de force entre intérêts divergents, gouvernement, experts scientifiques, laboratoires pharmaceutiques, pouvoir économique et médecins administrent les populations, mesurent et quantifient, évaluent les rapports coût/bénéfice de chaque décision, trient les malades selon leur chance de survie.

La médecine, enchâssée au pouvoir d'Etat et au capital, agit *essentiellement*, non pour sauver des vies, mais pour préserver l'économie. La *gestion statistique de la mort* vise à préserver la réserve de main d'œuvre pour que la société perdure, pour que ce monde continue de tourner avec le moins d'encombres possibles.

En ces temps de crise sanitaire, comme lors d'épisodes de catastrophes industrielles majeures, Etats, industries, science et médecine conjuguent leurs forces respectives et étendent leur emprise. Ce qui vient toujours alors à se restreindre et ce qui est ouvertement jugé secondaire dans ces moments d'effondrement, c'est l'idée et l'exercice même de la *liberté*. Ce qui s'évanouit c'est *l'individu*, juste réduit à la figure du criminel potentiel, celui qui refuse de se soumettre aux gestes prescrits.

Le « retour d'expérience » de l'industrie nucléaire a sans doute également joué un rôle dans la manière dont l'Etat français, et dans une moindre mesure d'autres Etats ont administré la crise. Le nucléaire a souvent été un laboratoire vivant des gestions de crise, des gestions de masse des population, et une expérience *in situ* de ce que la crainte de la contamination peut générer.

Le sort tragique des hibakusha, contaminé-e-s lors des bombardements d'Hiroshima et Nagasaki, ou des exilé-e-s de Tchernobyl est éclairant : ils et elles portent la trace, dans leur cas éternelle, de la contamination, et expérimentent une forme de distanciation sociale particulièrement durable.

30 En matière de gestion de crise nucléaire, la France a acquis une solide expérience. Les programmes CORE et ETHOS, administrés par des nucléaristes français, le serial-gestionnaire Jacques Lo-chard en tête, ont permis d'affiner, de Tchernobyl à Fukushima, l'idée que nous pouvions vivre en terre contaminée. C'est ce que les nucléaristes ont appelé une *vie sous contrainte radiologique*.

Un dosimètre autour du cou, chaque aliment est mesuré, les zones chaudes repérées, chaque geste contraint de se soumettre à un protocole. La dose de radioactivité, annuellement admise par un cortège d'experts sous influence, est ainsi *autogérée*. Dans un monde devenu hostile, les êtres deviennent eux-mêmes des menaces. Lentement, une vie mutilée dans ses replis les plus intimes finit de se déployer. Tout cela pour que l'économie continue de tourner, que les Etats maintiennent leurs existences, pour éviter l'anéantissement du néant qui nous sert de décor.

La gestion de la crise du Coronavirus au Japon a d'ailleurs bénéficié du « retour d'expérience » des catastrophes sanitaires, naturelles et industrielles que ce pays n'a eu de cesse d'affronter. Sur cet archipel, la distanciation sociale, le port du masque, l'utilisation de gel hydroalcoolique sont devenus des réflexes sociaux élé-

alimentaire ou médicale, cette traçabilité ne sera en mesure de faire disparaître ni de juguler les épidémies.

Ce qui est au cœur de cette vie sous contraintes, c'est, transféré à la gestion de notre santé, l'application du *crédit social* si cher aux autorités chinoises et que les gouvernants du monde entier lorgnent avec avidité. Le crédit social, c'est la mise en notation de votre comportement à travers une comptabilité d'actes vertueux ou inciviques, d'habitudes nocives ou non pour votre santé, de bons comportements au travail ou en terme de gestion. Un éloge au Parti, un don du sang ou la dénonciation d'infractions augmentent votre crédit social, là où un feu rouge grillé, un travail bâclé, de mauvaises habitudes le font baisser. Cette notation débouche sur des classements qui vous donnent accès à certains privilèges ou certaines réductions si vous êtes citoyen-modèle, là où au contraire, il vous retire des droits si vous êtes un mauvais citoyen et que vous vous retrouvez sur liste noire. Vous ne pouvez plus contracter de crédit à la banque, plus voyager comme bon vous semble, etc. Le visage de certains de ces citoyens inciviques est même affiché en ville ou disponible sur internet.

Ce système de crédit social s'appuie sur un recueil de données, lui-même affiné par un ensemble *d'infrastructures technologiques*. Les caméras à reconnaissance faciale scrutent les comportements inappropriés, les données que banques et sociétés privées ont accumulées sont partagées et amassées dans un Big Data, les infractions et les délits sont stockés, les comportements sur les réseaux sociaux étudiés. Tout est passé au crible, des comportements aux habitudes de consommation, et géré par une intelligence artificielle.

Ici les caméras thermiques évaluent votre fièvre, les QR codes épient vos déplacements, notifient votre mise en quarantaine. Votre crédit social s'accompagne d'un *crédit sanitaire*, ajoutant aux systèmes de contraintes et de crédits déjà existants une emprise supplémentaire de l'Etat ou de l'employeur.

De manière moins spectaculaire, les banques, les assurances et certains réseaux sociaux appliquent en Europe ce système de crédit social à travers un ensemble de notation agrégeant tout un tas d'informations. Ces notations réduites à un ensemble d'algorithmes décident de l'accord de prêts, du montant d'une assurance, de votre popularité sur un réseau social, de votre probabilité de

portables. A Taïwan, la soustraction aux mesures de quarantaine ou de restriction des déplacements sont punies par de lourdes amendes. En Corée du sud et à Singapour des applications permettent, grâce aux connections Bluetooth ou GPS, de savoir si le porteur de l'application a été en contact ou non avec un malade ou si une personne contaminée se trouve dans les 100 mètres environnants.

D'autres pays ont opté pour une *traçabilité diffuse* ou *participacionniste*. Au Japon, c'est une application qui permet d'organiser la traçabilité. Les tests ne sont pas massivement distribués, mais une application-test diffusée sous forme d'un questionnaire répertoriant les symptômes du virus sur l'application Line, très populaire au Japon, permet de mettre en place un diagnostique, et d'appréhender le nombre de personnes atteintes. En Allemagne et plus récemment en France, l'application Stop-Covid répond sur un mode participatif et prétendument anonyme aux mêmes critères que les applications développées sur le continent asiatique. Stop-Covid permet aux appareils munis de l'application de se connecter l'un à l'autre lorsque leurs propriétaires se croisent, d'enregistrer ce contact, et d'être prévenu en cas de diagnostique du virus d'une des personnes. En même temps qu'elle vise à limiter la propagation du virus en permettant d'identifier les chaînes de transmission, l'application sert également à nourrir de données les modèles prédictifs si chers à nos experts en statistique et modélisation.

Cette vie sous contrainte sanitaire, que le déconfinement est loin d'interrompre, s'accompagne sous différentes formes *d'une vie sous contrainte numérique*. La crise du Coronavirus offre l'occasion aux autorités sanitaires de transférer les compétences acquises dans la traçabilité des marchandises et du bétail à la gestion sanitaire du cheptel humain. Une nouvelle fois, c'est pour notre bien et assurer notre sécurité sanitaire que ce suivi à la trace et le profilage qui l'accompagne se mettent en place, et bien évidemment à partir de notre propre volonté légitime d'éviter la maladie.

Il faut dire que pour nourrir notre soif de distraction, cela fait des années que nous offrons sur un plateau à de grandes firmes des tas de données personnelles qui leur permettent de calibrer pour nous des besoins artificiels *sur mesure*. Pourtant, pas plus que la traçabilité ou la prolifération de normes n'ont permis de mettre un terme aux scandales sanitaires dans l'agro-industrie, l'industrie

mentaires pour lutter contre les pandémies, les désastres industriels et nucléaire, les maladies saisonnières. La distanciation sociale et la crainte de la contamination sont par ailleurs culturellement incorporées dans le creuset religieux et l'histoire sociale. L'épidémie, gérée par un confinement plus souple qu'en France, a été plutôt bien contenue, malgré un manque flagrant de moyens hospitaliers provenant de politiques de coupes budgétaires similaires à celles développées en Europe et dans une grande partie du monde.

En ces temps de Covid, nos gouvernants et les scientifiques qui les accompagnent nous préparent à vivre une vie *sous contrainte sanitaire*. Après le temps du déconfinement vient le moment de « *vivre avec le virus* », comme les Japonais ou les Biélorusses ont appris à vivre avec la radioactivité. Même si la menace que fait peser le Coronavirus n'est pas comparable à celle d'une terre dévastée par la radioactivité, ni dans sa durée, ni dans ses effets... les mêmes mots et les mêmes ressorts psychologiques sont mobilisés.

Emmanuel Macron ou Edouard Philippe en appellent non plus à notre seule obéissance, mais davantage à mobiliser notre responsabilité individuelle, notre esprit civique, qui seuls seraient en mesure de relever efficacement le défi collectif du déconfinement. Les coupables en cas de nouvelle vague épidémique, ce sera bien nous, nos mains sales et nos miasmes mal autogérés.

Le principe de responsabilité, si cher aux écologistes, se transforme en *principe de culpabilité*. C'est l'application de devoirs et d'obligations, de comportements éthiquement responsables, de gestes prescrits qui sont maintenant en mesure d'endiguer la pandémie. Les responsabilités externes ou collectives, que ce soient celles du virus lui-même ou celles des décideurs et des gestionnaires du système de santé s'effacent comme par magie. Comme en matière de nucléaire, les industriels et les experts, l'État et sa gestion comptable et macabre des catastrophes, disparaissent des photos officielles.

La soumission durable à laquelle cette seconde phase nous demande d'obéir s'est enracinée dans l'isolement du *confinement*. Nous y avons appris la distanciation sociale, les gestes barrières, nous y sommes dressés à nous soumettre à l'autorité médicale. Le confinement n'a fait que renforcer l'atomisation. Dans cet isole-

ment tout a confiné à l'impuissance, du *spectacle* de la gestion de pandémie livré à domicile, à la *menace* de l'amende, en passant par le relatif *désert* de la révolte. Une véritable aliénation qui a fini par nous rendre la situation étrange et étrangère, et contribué à nous dissuader d'avoir la moindre prise sur elle.

Cette soumission à une éthique de responsabilité s'appuie sur des ressorts puissants : la peur ancestrale de la contagion pour soi et ses proches, l'isolement et l'atomisation face au risque de la maladie, la culpabilité. Pour le pouvoir cette soumission vise surtout à nous faire entrer dans cette *seconde phase* de l'état d'urgence qui consiste à nous faire accepter de retourner bosser, avec un appareillage de protection minimal, un système de soin dégradé et des conditions de travail et d'exploitation encore plus dures.

Les collapsologues et les écologistes de tout poil, qui depuis des décennies nous ont habitué à l'idée même d'effondrement, nous ont préparés à nous soumettre, sous sidération, à cet état de *résignation*. Attendant que, comme par magie, l'effondrement écologique et économique prépare un au-delà de ce mode de production, ils et elles n'ont pas saisi que les crises engendrent, en même temps que des réflexes d'entraide et d'altruisme, les pires emprises autoritaires, les pires soumissions aux experts, aux appareils de mesure et aux diagnostiques, surtout dans un monde de plus en plus atomisé, où notre autonomie est réduite à bien peu.

Pourtant toute l'histoire de la gestion de crise raconte les mêmes déboires, que ce soit en terme de crise sanitaire ou de catastrophe industrielle et nucléaire : celles d'homme et de femmes traités comme des choses, de cheptel humain utile ou inutile à l'économie et au pouvoir. Plus d'individus, plus de subjectivités, mais des quantités objectives et mesurables.

Chacun et chacune est appelé à se transformer en *gestionnaire* de ce cheptel, à penser à la place des plus faibles ou des plus démunis, ou d'agir au nom de l'intérêt supérieur de l'économie, de la nation, ou du vivant, abstraction la plus en vogue et nouvellement mobilisée pour travailler la mise en mesure du monde. Bref, nous sommes tous et toutes sommés de participer à notre modeste mesure à cette sordide administration. La dénonciation des *irresponsables* est même encouragée.

Personne n'est plus envisagé autrement que comme un potentiel agent infectieux, un virus lui-même, abstraction déshumanisée

ture des enfants et des adultes est surveillée en permanence grâce à des montres connectées. Il faut aussi scanner dans chaque magasin, à chaque check-point, et dans les parcs et jardins, un QR code à l'aide de son Smartphone pour prouver que l'on est bien portant et pour permettre aux autorités de tracer ses déplacements. Un passeport numérique permet de vérifier les sorties de la province dans les deux dernières semaines. Les entrants de l'étranger sont soumis à un examen médical et mis en quarantaine durant 14 jours. Cette mise en quarantaine s'applique également aux personnes en provenance du Hubei, la province dont Wuhan est le chef-lieu. Elle s'accompagne à Pekin d'une surveillance de chaque instant. Des robots livrent même les repas et les médecins visitent quotidiennement les reclus en tenues intégrales.

C'est une *traçabilité autoritaire* à grande échelle que la Chine organise sous l'œil envieux des autorités sanitaires et des gouvernements de nombreux autres pays. Cette traçabilité s'organise autour d'une infrastructure technologique mêlant caméras thermiques, smartphones, objets et lieux connectés, Big data, mais également grâce à l'implication scrupuleuse des petites mains du Parti Communiste qui organisent le contrôle social des quartiers, qui s'occupent de la bonne tenue des check-points en complément de la police et de l'armée, qui veillent à la bonne application des protocoles.

Les déplacements entre provinces sont également contrôlés. On ne pouvait pas rentrer dans la province de Wuhan dans les premiers jours qui ont suivi le déconfinement. Ces mesures, mises en avant par la propagande chinoise, n'ont sans doute pas été appliquées avec le même zèle, la même sévérité sur l'ensemble du territoire, mais elles ont été administrées aux principales métropoles urbaines, véritables centres névralgiques de l'économie chinoise, touchées par le virus. La Chine n'a également pas hésité à reconfiner des provinces du nord-est. Quelques 108 millions de personnes ont ainsi été confinées chez elles après la découverte d'un nouveau cluster à la mi-mai.

Taiwan ou la Corée du Sud, qui n'ont jamais fait le choix du confinement mais celui du dépistage massif, de la traçabilité et de la mise en quarantaine, ont mis en place des mesures similaires à la Chine. A Séoul, des clients d'une boîte de nuit dans laquelle une contamination avait eu lieu ont été pistés grâce à leurs téléphones

plement repoussées à une gestion de crise ultérieure.

Il est tout aussi complexe et illusoire de prédire ce que ces mesures vont durablement fabriquer comme effets sur les esprits et les corps. Il y a fort à parier qu'il y aura quelques sociologues ou philosophes pour inventer pour l'occasion *l'homo-confinus* ou *l'ère de la distanciation sociale*. Sur le marché juteux des idées, le concept vaut parfois de l'or ou une place en chaire.

Il n'est pas certain que nos chers gouvernants soient eux et elles-mêmes parfaitement au clair sur ce qu'ils et elles entendent mettre en place : ça navigue à vue au sommet. Mais la manière dont l'Etat, le capital et la technoscience administrent le déconfinement nous donne quelques indices sur les orientations en cours.

Il est probable que ce qui nous attend économiquement, sanitaire-ment, et du point de vue du contrôle social et policier, dans les prochains mois ressemble à un *tour d'écrou généralisé*. Un tour d'écrou qu'une bonne partie du corps social, prétendus révolutionnaires compris, s'apprête à aider à tourner, en renforçant l'emprise de la contrainte sanitaire sur le cours des événements.

Le déconfinement nous rappelle que le confinement a un coût. Un coût économique et un coût social. La crainte de la maladie continue d'avoir un impact sur la consommation après le confinement. L'étape du déconfinement vise donc à faire repartir la machine, maintenant que les masques et les tests sont disponibles, que les centres hospitaliers sont plus en mesure de répondre à la situation, que les mises en quarantaine sont possibles. Nous avons également appris à vivre sous contrainte sanitaire, à bonne distance sociale du monde qui nous entoure. Tout ceci donne des gages au pouvoir sur la limitation de l'impact de l'épidémie. Dorénavant, le calcul coût/bénéfice de la gestion de crise tourne à l'avantage du déconfinement, et d'une gestion de la maladie par la mise en quarantaine.

Pour sauver l'industrie du tourisme, les frontières sont même ouvertes et les restaurants et les bars reprennent du service rapidement. Business is business.

La Chine a été la première à imposer un déconfinement de masse. A Wuhan, épicrocentro de l'épidémie, comme à Pékin, le port du masque est obligatoire. Partout, des prises de températures se succèdent dans les transports et les magasins, des check-point sont tenus dans chaque quartier. Dans les écoles de Pékin, la tempéra-

évaluée à l'aune de sa dangerosité. Des ami-e-s ou des voisin-e-s ne vous envisagent plus pour ce que vous êtes mais pour ce que vous êtes en mesure de transporter : la maladie. Et chacun peut reprendre la maxime que Jules Romains met dans la bouche de son Docteur Knock : « *Toute personne bien portante est un malade qui s'ignore* ». Et poursuivre : « *Que voulez-vous, cela se fait un peu malgré moi. Dès que je suis en présence de quelqu'un, je ne puis m'empêcher qu'un diagnostic s'ébauche en moi... même si c'est parfaitement inutile et hors de propos. À ce point que, depuis quelque temps, j'évite de me regarder dans la glace.* »

L'alibi sanitaire sert de carburant idéologique à la propagation d'une obéissance aveugle et potentiellement durable. Car il ne faut pas se leurrer, nombre de mesures promulguées lors de cet état d'urgence seront prolongées au delà de la période de pandémie. Nous avons déjà vécu l'expérience de la pérennisation de mesures liées à l'Etat d'urgence antiterroriste de 2015. Les mêmes menaces durables, du terrorisme à la menace sanitaire ou technologique, impliqueront les mêmes prolongations de certaines mesures.

L'occasion est trop belle à saisir de prolonger dans le droit commun quelques mesures expérimentées en temps de crise. Ce qui se précise c'est un pas supplémentaire dans l'habitude à cette *obéissance durable*.

Si de nombreuses voix s'élèvent contre les mesures policières que cet état d'urgence promet de graver dans le marbre, peu de critiques n'émergent sur ce terrain de la soumission à la médecine, sorte d'angle mort d'autant plus difficile à aborder que les blouses blanches sont au front, que les petites mains de cette médecine de guerre prennent des risques et sauvent réellement des vies. Ce n'est d'ailleurs pas eux et elles, exerçant souvent dans des conditions indignes, qu'il faut blâmer, mais la médecine et la gestion de crise comme rapport au monde et aux êtres qui se généralise à cette occasion, et qui ne laisse au rapport humain qu'une portion congrue.

Mais l'abîme profond dans lequel la pandémie nous plonge et nous fige perdus, c'est également le rapport que l'on entretient à la mort et le sens que l'on donne à la vie. Nos sociétés occidentales branchées sous perfusion à la technologie, encore plus que celles qui les ont précédées, sont traversées par un rapport à la mort qui confine à la peur panique.

Ce rapport que l'on entretient intimement avec le sens que l'on donne à la vie, même s'il contient une dimension collective et sociale, relève également de conceptions personnelles et individuelles, de nos vécus, de nos peurs. Tout regard surplombant ou moral sur ce rapport est brutal, intrusif et surtout vain, tant il touche au plus profond de notre être.

C'est pourquoi les prescriptions de comportements jugés « responsables » ou a contrario la stigmatisation d'autres taxés « d'irresponsables », voir de meurtriers, ces derniers bégayant trop souvent des prescriptions trop semblables à celles qui tournent en boucle sur les radios et les télévisions, sont si insupportables. En s'adressant à des êtres abstraits, elles ne tiennent jamais compte des contextes sociaux, des histoires vécues par tous et toutes, des rapports d'exploitation et de domination qui traversent notre monde. Renvoyer la responsabilité de la contagion à ceux et celles qui sont contraints de taffer, à ceux et celles auxquels le confinement fait péter les plombs, bref à ceux et celles qui se soustraient au grand confinement, c'est éliminer toute l'épaisseur sociale et individuelle du monde.

34 Cette vie sous contrainte sanitaire a pour résultat de fabriquer une immense accumulation de *coupables*, tous et toutes boucs émissaires d'une pandémie bien moins mortelle qu'Ebola, la variole ou la peste. Nous aurions pu penser que cette létalité mesurée nous épargne religiosité et construction de figures de malédiction. Mais le « *citoyen irresponsable* », le « *patient rétif* » à l'autorité médicale est venu combler le vide.

Souvent cette morale de la *responsabilité*, qui ressemble à s'y méprendre à celle des écologistes, mise en avant pour protéger les plus fragiles, se répand au nom de ces derniers et dernières. Mais qu'est-ce qui peut conduire ainsi des individus à se sentir investis de la mission de parler au nom d'entités abstraites, au nom de fantômes ? Sont-ils et elles sûres que vraiment toutes les personnes au nom desquelles ils et elles prennent la parole, notamment celles qui vivent sans doute leurs dernières années parmi nous, préféreraient toutes vivre ces quelques mois confinés, parfois dans des mouiroirs ? Peut-on sérieusement croire que le fait de serrer une amie ou un frère dans ses bras soit un geste meurtrier et décisif dans la propagation de la pandémie ?

Ce grand confinement a transformé les prisons, les centres de ré-

breuses mesures favorables à leurs propres intérêts. Le capital et l'Etat, de la Chine à la Corée en passant par la France, ont juste saisi, selon des modalités propres à chaque pays, l'occasion pour affiner leur manière d'administrer le monde et nos vies. La peur de la mort et l'emprise de la science ont également joué un rôle primordial dans cet événement hallucinant.

Mais ce que le néo-gauchisme se refuse par idéologie à voir, c'est que ce choc n'accélère pas seulement les réformes néolibérales et l'application de lois liberticides, mais qu'il a souvent historiquement favorisé, du XIX^{ème} au XX^{ème} siècle, l'interventionnisme de l'Etat et la mise en place de mesures sociales. Cet Etat social, loin de remettre en cause l'économie de marché, est venu en fluidifier l'exercice, en propager l'emprise. Parce que l'Etat et le capital officient pour le maintien d'un même monde, soumis à leurs bons offices, un monde dont l'élite comme le personnel d'encadrement, souvent formés aux mêmes écoles, passent alternativement de l'un à l'autre. L'Etat social est le complément de l'Etat policier qui affine par d'autres moyens la domination, et soutient activement un monde d'exploitation.

Si il y a bien une chose sur laquelle le clan Macron n'a pas menti, c'est lorsqu'il a annoncé qu'il y aurait un avant et un après Coronavirus. Ce qui apparaît clair, c'est que dans ces jours d'après, ce seront les mêmes qui paieront les dividendes de cette crise : pour nous les mesures d'austérité, pour eux et elles les gains et les concentrations capitalistiques ; pour nous les métiers exposés, pour eux et elles des conditions de travail protégées ; pour nous les mesures d'inquisition sanitaire et la responsabilité individuelle, pour eux et elles l'émergence de nouveaux marchés et de nouveaux modes de domination...



LE DÉ-CONFINEMENT QUI VIENT.

SAUF À JOUER LES NOSTRADAMUS, il est difficile de prévoir quelles mesures promulguées dans cet état d'urgence vont être prolongées durablement, lesquelles vont tomber en désuétude ou seront sim-

Si l'épidémie a permis au capital et à l'Etat de se saisir de l'occasion pour accélérer des mutations économiques profondes, déjà à l'œuvre de manière marginale, elle n'est en rien le produit d'une stratégie préétablie. Nombre de thèses critiques de ce grand confinement qui ont émergé ces derniers mois ont versé dans, ou flirté avec le complotisme. Il est absurde de prétendre que ce confinement est venu répondre à une *stratégie du choc*, si chère à Naomi Klein, préparée à l'avance pour nous faire avaler différents tours de vis économiques, technologiques, policiers.

Pour information ou pour mémoire, la théorie de Naomi Klein part de recherches subventionnées par la CIA qui ont contribué en 1963 à la rédaction d'un manuel de torture psychologique mêlant privation sensorielle, administration de drogues, électrochocs, facilitant la régression psychique de prisonniers, et provoquant leur soumission. Naomi Klein explique que *la stratégie du choc* consiste à précipiter et s'appuyer sur cette régression du sujet, lorsque la société tout entière est soumise à des chocs économiques, politiques, sociaux. Les désastres et autres crises économiques, politiques, terroristes, sanitaires ou industriels sont délibérément utilisés pour mettre en œuvre des mesures néolibérales et liberticides.

Pour les complotistes qui reprennent à leur compte en les déformant les thèses de Klein, ces crises sont même créées de toute pièce. L'époque n'a pas manqué de théoriciens et théoriciennes, avides de tireurs de ficelles, pour nous expliquer que le virus avait été créé dans le but de propager cette soumission durable. Les pseudo-révélation du professeur Montagnier, au bord du naufrage, affirmant que le Covid-19 est un virus génétiquement modifié sorti de laboratoires de *Wuhan*, ont par ailleurs alimenté la paranoïa.

Ce qui est certain, c'est que les gouvernants qui ont exercé depuis des millénaires leur domination sur le monde entier n'ont pas eu besoin d'attendre les études de la CIA et les révélations de Naomi Klein et ses amie-s altermondialistes pour comprendre qu'en période de grande peur collective, il était plus facile de soumettre des populations entières à leur « protection ». Le choc ou le désastre, en même temps qu'il fragilise la société, est un *effet d'aubaine* dont nombre de gouvernements se sont toujours saisis pour augmenter leur emprise et accélérer la mise en place de nom-

tion, les hôpitaux psychiatriques, les centres hospitaliers, mais également les grands centres industriels qui continuaient de produire, en nids potentiellement infectieux. Ces « clusters » potentiels, comme nos infectiologues les nomment, n'ont jamais été démantelés, mais juste laissés à l'écart du reste du monde, parce qu'ils avaient une *utilité sociale ou économique* : celle de maintenir l'ordre.

Dans certains hôpitaux psychiatriques, les demandes de soin ou les internements sous contrainte se massifient. En région parisienne 3 à 4 fois plus d'hospitalisé-e-s se bousculent pour ce qui va s'apparenter encore plus que d'habitude à une mise sous écrou. La pénurie de moyens pousse certains chefs de service à se transformer en gestionnaires de lits. Il faut trouver des places, en urgence, alors que les protocoles sanitaires contraignent à réduire le nombre d'admissions. Dans certains couloirs, des malades, maintenus en contention, attendent leur ré-orientation dans de nouveaux services. Le tri s'opère donc au détriment du soin.

Dans certains hôpitaux les équipes sont contraintes d'improviser des unités Covid, pour y mettre en quarantaine les malades atteints que les centres hospitaliers rechignent à accueillir. Sans moyen, loin de tout, sans plateaux techniques, certaines équipes sont confrontées à une angoisse terrible.

Le psychiatre Mathieu Bellahsen décrit son angoisse, dans un article parut sur Médiapart et Lundi matin, article par ailleurs très contestable dans sa défense inconditionnelle de la psychiatrie institutionnelle et sa critique malhonnête de l'antipsychiatrie : « *Et l'image mentale de voir mourir les personnes qui vont y être admises, les yeux dans les yeux, faute de matériel, faute de compétences médicales non psychiatriques suffisamment avancées, commence à nous hanter. Très vite, quatre de nos patients sont dans cette unité dont l'un d'eux en mauvaise forme physique. Alors que certaines de ses constantes ne sont pas bonnes, les secours refusent de le transférer dans un hôpital général. Il n'y a quasiment plus de lits en unité Covid dans les hôpitaux généraux alentours, plus de place en réanimation* »

Au quotidien, comme dans les prisons, les activités sont arrêtées, les visites sont suspendues, les permissions de sortie stoppées. Les masques, les blouses, la distanciation sociale renforce la barrière hiérarchique déjà présente entre soignant-e-s et soigné-e-s. Les

consultations avec l'extérieur s'organisent à distance. Si des liens ne préexistent pas, ces consultations se révèlent totalement inutiles. De plus en plus, les conditions d'exercice de la psychiatrie en ces temps de Covid, s'apparentent à un retour à l'ère asilaire. Contention, isolement, soins restreints, forte hiérarchie, administration massive d'anxiolytiques et de neuroleptiques redeviennent encore plus que d'habitude la norme. Il ne s'agit plus tant d'accompagner et d'écouter que de maintenir la *paix sociale*.

A l'extérieur, si quelques personnes atteintes de troubles psychiques trouvent dans cet état d'anormalité du monde un pendant rassurant à leur propre marginalité, nombreux sont ceux et celles que le chamboulement d'habitudes équilibrantes et un isolement mortifère viennent nourrir d'angoisses. Les vagues d'admission en psychiatrie ne font sans doute que commencer.

Mais ce sont bien les EPHAD qui ont payé le plus lourd tribut à la maladie. On y dénombrait ainsi plus de 8000 morts du virus sur les 21000 morts au total de la Covid-19 au 22 avril. L'Etat, sur le conseil avisé d'experts, y a laissé mourir des milliers de personnes âgées, particulièrement vulnérables au virus. Là, avec des protections rudimentaires pour les résident-e-s et les soignant-e-s, les plus fragiles sont morts du Coronavirus ou de maladies médiatiquement plus banales, dans une *solitude criminelle et sordide*. Solitude d'autant plus criminelle, que la médecine même la plus obtuse s'accorde aujourd'hui à reconnaître les bienfaits des relations sociales dans le combat contre la maladie. Les proches des victimes, confinées jusque dans leur confrontation à la mort, n'auront pas eu l'occasion de leur dire adieu ou d'assister à leur mise en bière.

Les dégâts indirects de ce grand confinement, ne sont pas mesurables. Souvent invisibles, ils affectent les corps, les esprits, plus particulièrement des plus fragiles, enfermés durant plusieurs semaines, encore davantage qu'à l'habitude, dans la solitude, l'angoisse, la pauvreté, la violence. Combien de victimes de violence conjugales ou familiales ? Combien de crises d'angoisse ou de crises hallucinatoires ? Combien de personnes maintenues dans une solitude criminelle ? Combien de corps fragilisés par la maladie ou la vieillesse encore plus abîmés par le manque d'air, de rencontres, d'exercice ? Combien de gens crevant la dalle dans une indifférence et une solitude totale ?

tière. Les travailleurs du nucléaire, soumis à des protocoles de plus en plus complexes et difficiles à tenir au quotidien, sont devenus les responsables des accidents et des contaminations, là où l'industriel ou l'Etat se retranchent derrière les normes sanitaires. Comme en agriculture, *les normes* ne servent pas tant à proscrire la maladie ou la contamination qu'à faire oublier la responsabilité des industriels et des décideurs, et à précipiter par la complexité et le coût de nouvelles contraintes sanitaires la disparition des structures les plus fragiles au profit de concentrations capitalistiques et industrielles plus solides.

Dans ce contexte, la médecine du travail a apporté comme souvent sa pierre à l'édifice patronal sur cette question de responsabilité individuelle. Dans les boîtes, elle a préconisé, à l'image des autorités sanitaires et du gouvernement, et en suivant les intérêts des directions, des injonctions contradictoires aux salarié-e-s. A La Poste, elle a ainsi été jusqu'à tenter de dissuader les facteurs ou les trieurs de porter des masques ou des gants parce que l'employeur ne pouvait pas en fournir. Quant à l'inspection du travail, dont les prérogatives déjà bien minces sont le plus souvent de faire appliquer un droit du travail déjà défavorable au salarié-e-s, en traquant à l'occasion des illégaux précarisés, elle ne peut plus, épidémie oblige, intervenir sur le terrain... Bref, cet état d'urgence économique se propage sans même maintenir le moindre semblant de contre-pouvoir.

La vie sous contrainte sanitaire à laquelle le virus et l'Etat ont réussi à nous soumettre, qui est en fait une *vie sous contrainte économique et technologique* qui s'immisce dans notre intimité, nous habitue chaque jour un peu plus à une obéissance durable, à des gestes répétés, à une vie sur mesure, et à un principe de responsabilité individuelle qui déresponsabilise le pouvoir. Ces principes sont déjà partiellement transférables aux impératifs de l'économie : nos gestes, nos actions, deviennent les garants de la bonne santé de l'entreprise qui nous emploie. Ces modes opératoires, sous le contrôle d'un management agressif et culpabilisateur, vise alors à augmenter la productivité du travailleur sans jamais questionner la politique générale de l'employeur, et encore moins la cohérence du monde dans lequel nous sommes tous et toutes plongés. Le principe de responsabilité sert alors le projet libéral d'effacement des modes d'exploitation et de domination.

le construction. La 5G est un réseau numérique ultra-moderne, fait de satellites, d'antennes relais et de capteurs d'information qui permettra que se perfectionne un monde d'objets et d'êtres connectés. Plus puissant, couvrant un territoire plus grand, cette *technologie de rupture*, comme les technophiles la nomment, devrait permettre un développement significatif du télétravail, de la robotique et de la domotique. Elle vient promettre les drones livreurs, le télétravail sous emprise algorithmique, la surveillance et la mise en mesure des actes et des gestes, le perfectionnement de l'arsenal publicitaire, une fluidité accrue de la transmission des informations, le tout en temps réel. Et bien évidemment que puisse se propager encore davantage la vie sous contrainte sanitaire en cas d'épidémie ou de catastrophe industrielle.

Ce bond technologique vient renforcer l'organisation scientifique du travail. AMAZON teste actuellement un bracelet connecté qui mesure et rectifie les gestes des salariés en temps réel. Dans d'autres secteurs déjà passés au travail à distance, un algorithme encadre le travail. A l'organisation scientifique du travail est venu s'ajouter une *organisation technologique du travail*, dont la 5G s'annonce être l'un des principaux supports matériels.

La contrainte sanitaire apporte également un soutien actif à cet encadrement ultra-connecté et rationalisé du travail. En effet, face au virus et aux protocoles sanitaires mis en place pour lui faire face dans les boîtes, c'est le *facteur humain* qui est mis en accusation. Le ou la salarié, responsable de sa santé, a une obligation au soin. L'organisation scientifique du travail ne relève plus uniquement de l'augmentation de la productivité, mais également de la protection virale, de la santé du travailleur. Le salarié est contraint de suivre un certain nombre de protocoles sanitaires — gestes barrières, distanciation sociale, etc — rendant sa tâche encore plus difficile à accomplir, tout en endossant prioritairement la responsabilité de la contamination. Il devient encore davantage le garant essentiel de la prévention de la maladie et des facteurs de risque. Ce n'est plus l'employeur, la société, le système de santé ou l'Etat qui sont responsables de la progression de la maladie, mais le travailleur ou la travailleuse, qui n'applique pas les bons gestes. Si, quand il s'agit de liberté, plus rien ne relève de l'individu, mais tout du social, lorsqu'il s'agit de responsabilité c'est l'inverse.

Là encore l'industrie nucléaire avait été précurseur en la ma-

La peur et l'angoisse de l'autre, la distanciation sociale comme rapport au monde généralisé, se prolongent par ailleurs pour beaucoup bien au-delà du confinement. Durant ces premières semaines de déconfinement de nombreuses personnes, comme figées dans les phares d'une voiture, se tiennent à distance du monde et des êtres qui les entourent. Rien ne vient confirmer pour eux et elles un retour à un début de normalité. La vie sous contrainte sanitaire devient *vie sous confinement sanitaire permanent*.



MORT À CRÉDIT.

MAIS, L'ESSENTIEL EST SAUF : l'Etat et de l'économie ont été préservés. Elle est bien là, la peur essentielle qui a agité nos chers va-t-en-guerre sanitaire, celle de la mise à l'arrêt de l'économie. Le système médical n'étant plus en mesure de faire face efficacement à l'épidémie, il s'agissait de répondre sur un autre registre, le confinement.

Quelques voix ont bien tenté de convaincre que le confinement n'était qu'une histoire d'emprise des laboratoires pharmaceutiques. Le gouvernement nous aurait tous et toutes confinés pour protéger les intérêts de quelques laboratoires préparant des vaccins et des thérapies de masse, tandis que l'hydroxy-chloroquine aurait été en mesure d'éviter la case réclusion généralisée. La proximité de proches du gouvernement, et notamment du couple Buzyn-Lévy, avec de grandes officines a entretenu ce mythe, propagé par les antisémites et autre adorateurs de faux historiques à la mode protocole des sages de Sion.

Il est pourtant difficile de croire que les gouvernements d'une grande partie de la planète en viennent à mettre au ralenti l'économie mondiale pour défendre les intérêts de deux ou trois laboratoires...Surtout qu'en France, comme ailleurs, le gouvernement est proche de tas d'autres intérêts particuliers.

La raison essentielle de cette mise au ralenti c'est la peur d'un effondrement économique majeur, d'un absentéisme de masse, d'une multiplication des défections, la crainte d'une mortalité galo-

pante. C'est déjà ce qui avait fini par mobiliser les autorités américaines au moment de l'épidémie de grippe espagnole, il y a un peu plus d'un siècle.

Tout au long de l'épidémie du Coronavirus, le gouvernement n'a eu de cesse d'agir pour protéger l'économie de cet effondrement. Tout d'abord lorsqu'il sous-estime, à la suite d'une immense partie des chercheurs, Didier Raoult compris, la maladie, qu'il envisage comme un simple épisode de grippe saisonnière. Il refuse alors de mettre au ralenti l'économie. Les symptômes du Coronavirus s'avérant finalement plus virulents que ceux d'une influenza classique, le gouvernement finit, dans le plus grand chaos, par réagir. Encore mal définis, les symptômes semblent plonger les malades dans des états d'apathie durable. C'est également le temps où la contagiosité et la mortalité de l'épidémie sont a contrario surestimés. Le confinement devient donc pour eux et elles le meilleur moyen d'endiguer la paralysie.

Pendant que l'Etat confine une grande partie de la population, il ajoute un volet économique à l'état d'urgence sanitaire. Un *plan d'urgence économique* qui se superpose au plan sanitaire trie les sujets à exposer au risque, et les sujets à préserver. Dans les industries les plus stratégiques, dont la définition est volontairement laissée dans le flou, le personnel est réquisitionné. Ces secteurs peuvent se soustraire aux règles habituelles de la durée hebdomadaire du temps de travail et de repos. Fini les 35 heures, le repos le dimanche et les vacances. Bonjour les 60 heures, l'annualisation accrue, les cadences infernales. Pour tout refus de réquisition, c'est jusqu'à 6 mois de prison et 1000 euros d'amende. Les syndicats, notamment dans les transports, acceptent également de rogner le droit de retrait.

Dans de nombreux secteurs, le maintien de l'activité économique prime sur toute règle sanitaire élémentaire. Pendant que de nombreux cadres passent au télétravail, la plupart des prolétaires affectés à la production ou dans les services continuent de trimmer au contact du virus. Les travailleurs et travailleuses dont l'entreprise n'est pas contrainte à l'arrêt faute de pièces ou d'activité continuent de bosser, confinés dans de grands centres industriels, et par là même exposés à des risques de contamination accrus, sans masques, ni protections élémentaires. Les petites mains de la médecine gèrent de leur côté le soin dans une pénurie abyssale de

contrôle efficace dans les usines et les fabriques. Aujourd'hui, alors que grâce au progrès scientifique et technologique, le taylorisme, l'organisation scientifique du travail et les algorithmes de contrôle sont en mesure *de pénétrer le domicile* même du travailleur, de façonner ses gestes et maîtriser son rythme de travail, ce sont les usines et les fabriques qui sont appelées à disparaître pour réduire les dépenses que fait peser l'immobilier sur le coût de production, pour diminuer le nombre de personnel d'encadrement et compliquer singulièrement les possibilités de se révolter.

Entre temps, tout ce qui pouvait contribuer à notre autonomie s'est drastiquement réduit, et nos vies de plus en plus mutilées et perfusées par notre dépendance à l'Etat et la marchandise nous maintiennent dans une *atomisation de masse*. Mais ce que le télétravail promet également d'attaquer c'est la manière dont les grèves de masse se sont historiquement constituées. Dans les grandes métropoles comme Paris, la grève des transports, par la perturbation des flux de travailleurs et de travailleuses qu'elle permet, est un élément essentiel dans la construction d'un rapport de force nécessaire pour faire plier le pouvoir. Avec le développement du télétravail, le basculement des entreprises du présentiel à la distanciation en quelques heures seulement, c'est toutes les conditions historiques du recours à la *grève*, déjà bien mises à mal par l'évolution des conditions de travail et le repli des luttes, qu'il va falloir repenser.

Que restera-t-il de ce recours massif au télétravail ? Difficile de le prédire tant les « *retours d'expérience* » sont parfois restés mitigés. Notamment en ce qui concerne l'éducation nationale où la société reste encore frileuse. Mais il est probable que ces expériences in-vivo servent d'étalon test pour de nombreuses industries, et même pour l'Etat-patron pour gérer sa main d'œuvre dans les années à venir, et annoncent au gré des circonstances, de nouvelles coupes drastiques dans des tas de budgets publics. On parle déjà des développements de la télémédecine, déjà expérimentée en ces temps de confinement ou de télé-chirurgie. Dans le privé, Facebook ou Twitter entendent passer massivement au télétravail. Mark Zuckerberg, patron de Facebook a ainsi annoncé que 50% de ses salariés travailleraient à domicile d'ici 5 à 10 ans.

Mais c'est également l'architecture numérique qui préside à ce monde nouveau dont ce temps du Coronavirus est venu précipiter

vail s'opère avec la complicité de certains syndicats. La CFDT Pays de Loire, soutenue par sa direction nationale, co-signait le 08 avril avec le MEDEF Pays de Loire un texte intitulé « *Assurer des conditions sanitaires optimales, maintenir un minimum d'activité, préserver les emplois et les entreprises : le MEDEF et la CFDT des Pays de la Loire se mobilisent !* » Face à l'ampleur de la crise, le syndicat de salariés et le syndicat patronal en appellent au rassemblement des forces vives du pays. Nombre de syndicats se précipitent à la table de la cogestion, participent à l'aménagement de nouvelles conditions de travail ou préparent boîte par boîte la reprise d'activité. Les autres restent pour l'essentiel pétrifiés. Quelques grèves ont éclaté mais elles sont restées minoritaires. Certains syndicats ont de leur côté orienté la lutte sur le terrain juridique... mais il est trop rarement question de prendre la rue, soumission aux mesures sanitaires et refus de l'illégalisme oblige.

La contrainte sanitaire aura également permis de développer le recours au *télétravail*. 8 millions d'actifs basculent vers le travail à domicile. Même si ce sont principalement des cadres qui sont passés au travail à distance, quelques secteurs prolétariés comme les centres d'appel - au moins Armatix à Caen - sont également passés au télétravail. Difficile pour nombre de salarié-e-s dans ce moment initial, de percevoir ce que cette mise au travail à distance promet comme accélération de l'exploitation ou comme burn-out. Elle a été souvent mise en place dans la précipitation, sans que les algorithmes qui remplaceront progressivement le personnel d'encadrement ne viennent jouer leur rôle d'outil de contrôle, et n'arrivent à accentuer encore davantage la productivité et les cadences du télé-travailleur ou de la télé-travailleuse.

Dans l'éducation nationale, les effets se font davantage sentir, avec la disparition de la durée fixe du temps de travail, un effacement de la distinction de son temps privé et de son temps de travail, une angoisse du travail non accompli qui envahit son univers le plus intime. Le tout en réduisant toute possibilité de rencontres avec ses collègues, et restreignant les résistances ou les révoltes que ces effets peuvent susciter à la portion congrue de la *virtualité numérique*.

Il aura fallu presque un siècle pour que le capitalisme industriel sorte les travailleurs à la tâche de leur domicile, pour les parquer, les domestiquer, leur appliquer une organisation du travail et un

moyens et de collègues.

Mais de nombreux secteurs de l'économie sont à l'arrêt, faute de débouchés ou de matière première. Les arrêts du travail dans de nombreuses industries produisent un effet domino du fait du manque de pièces. Rapidement, plus de 9 millions de personnes se retrouvent au chômage partiel. Et ce, sans compter les licenciements massifs qui l'accompagnent.

Là encore c'est la volonté de continuer à faire tourner l'économie qui est restée essentielle. L'Etat craint que l'effet de panique et la progression de la maladie n'en viennent à paralyser l'appareil de production. Quand on pense que le taux d'absentéisme a singulièrement augmenté dans ces temps de confinement jusqu'à atteindre les 40% dans certains secteurs comme le nettoyage ou l'agro-alimentaire, que même minoritaires des grèves ont parfois éclaté, que des entreprises comme la grande distribution ont été contraintes de mettre en place, en urgence et dans la plus grande improvisation, des mesures sanitaires plus strictes, quelles auraient été les réactions des salarié-e-s voyant tomber leur collègues comme des mouches et parfois ne plus revenir ? Combien de salarié-e-s auraient été tenus durablement à distance du travail par la maladie ? Quelle aurait été l'ampleur du cataclysme économique ?

C'est bien pour éviter cet effondrement qui se profilait, et non dans le désir altruiste de protéger le genre humain, que les mesures de confinement ont été prises. Et ce dans le plus grand mépris de l'impact qu'il pouvait avoir sur une frange déjà hautement fragilisée de la population. Aux grands périls, mesures de masse.

L'état d'urgence prolonge bien au-delà du confinement un certain nombre de ces mesures économiques censées « assouplir » les règles du droit du travail. Le gouvernement propose rapidement que 6 jours soient décalqués des vacances habituelles des salarié-e-s, mais à négocier par secteur, branche, etc. La *négociation par branche* d'industrie se généralise d'ailleurs pour préparer une reprise générale des activités.

Avant même l'épidémie, les économistes prévoient depuis de longs mois une crise économique majeure. La bataille engagée autour du pétrole de schiste entre les grandes compagnies pétrolières et les grands Etats producteurs de pétrole a participé à précipiter un processus depuis longtemps annoncé. La crainte de l'épidémie et ses conséquences désastreuses ont fini de propager l'incendie.

Aux prémices d'une crise de l'énergie, est venue s'ajouter, sous la menace de l'épidémie généralisée et mondialisée par les flux humains et de marchandises, une crise de l'outil de production, révélant la fragilité structurelle d'un capitalisme de flux tendus, hyperconnecté et aux stocks réduits. Cette fois, contrairement à la crise des subprimes qui avait entraîné la crise bancaire de 2008, la crise n'est pas financière, mais relève d'une mise en péril de l'appareil de production lui-même.

Et ce d'autant plus que *l'épicentre de l'épidémie*, dont l'activité économique a été singulièrement réduite par la généralisation du confinement à des provinces entières, est également *l'épicentre de la production matérielle* de biens et de marchandises au niveau mondial. La mise au ralenti du poumon économique chinois a provoqué une sacré quinte de toux sur le reste de la planète. Comment continuer à produire lorsque des matières premières, des éléments manufacturés ou des produits technologiques viennent à manquer ?

Comme en 2008, les Etats et les structures internationales sont venus soutenir l'économie. La planche à billet a été ressortie, et une *dette Covid* a été contractée qui, sait-on jamais, comme les emprunts russes en leur temps, sera peut-être effacée. Une nouvelle fois les Etats et la banque européenne ont montré que lorsque l'économie est en péril, ils sont en mesure, en jouant notamment sur la dette, de garantir la situation. A noter que cette dette Covid reste pour le moment minime face à la dette contractée lors de la grande crise des années 30. Les *mesures d'austérité*, que ces temps de crise viennent justifier, ne servent après coup qu'à pressurer encore davantage le travail au profit du capital.

Il est difficile à l'heure actuelle d'évaluer l'ampleur de cette crise, de mesurer son impact à longue échéance. Certaines de ses conséquences seront différées dans le temps. Mais cette crise a déjà produit ses premiers effets, allant du chômage de masse aux dépôts de bilan, en passant par l'explosion de l'aide alimentaire dans certains quartiers populaires.

Souvent les militant-e-s gauchistes, ânonnant une mauvaise vulgate marxiste, voient dans les crises économiques des moments d'effondrement quasi mécaniques. Mais l'économie ne meurt pas forcément de ses contradictions ou de ses crises, elle les surmonte le plus souvent. C'est la raison même de la survie du capitalisme,

traversé de crises majeures tout au long de son histoire. La *plasticité* de l'économie, sa capacité à absorber les chocs et même parfois à se nourrir de ses contradictions, de ses ennemis ou de ses marges, sont le moteur même de ses éternelles résurrections.

Et il faut bien reconnaître qu'au vu de la situation, et des choix stratégiques du pouvoir, l'économie a plutôt bien tenu le choc. Il y a bien eu des pénuries, des émeutes de la faim comme en Inde, mais elles sont restées sporadiques et maîtrisables pour le pouvoir. L'économie est loin d'être sortie exsangue de ce premier moment de crise.

Les crises, à l'image des guerres, offrent par ailleurs des opportunités de *restructuration* pour le capital. Les crises sanitaires comme les désastres industriels peuvent même ouvrir de nouveaux marchés, vecteurs de plus-values. L'industrie nucléaire nous a donné l'exemple, à plusieurs reprises, des opportunités qu'un désastre industriel peut proposer. Les nucléaristes et les industriels français, comme Areva ou Bouygues, ont ainsi investi dans la dépollution ou dans la construction de sarcophages de Tchernobyl à Fukushima. A l'identique, aujourd'hui il ne manque pas de technocrates et de financiers pour investir dans la santé. Médiapart révèle ainsi que Franck Supplisson, ancien conseiller de Sarkozy, Lagarde et Besson, investit dans la reprise de l'usine Famar qui fabrique un médicament à base de chloroquine. Cet épisode illustre une nouvelle fois la porosité et les fusions d'intérêts qui structurent les rapports entre Etat et capital, mais également la réactivité et la souplesse du capitalisme.

Cet état d'urgence sanitaire a *offert l'occasion* à l'Etat de mettre en place un état d'urgence économique pour protéger les intérêts du capital. Mais le pouvoir ne s'est pas contenté de se saisir de l'occasion pour soumettre les corps et les esprits à une obéissance durable et à un mode de vie sous contrainte sanitaire, il en a également profité pour accélérer des mutations de l'appareil de production déjà dans les tuyaux et pour modifier les conditions de travail.

Ainsi dans l'automobile, des accords de branche ont permis de flexibiliser encore davantage le travail. Le gouvernement, sous prétexte d'état d'urgence, a rapidement légiféré en « assouplissant » les règles du temps de travail, des congés payés ou des RTT.

Cette féroce accélération de la dégradation des conditions de tra-